



Partie financière

Sommaire

LE GROUPE ROMANDE ENERGIE

1	Commentaires financiers du Groupe Romande Energie	2
	Chiffres-clés consolidés	2
	Principaux événements financiers en 2010	3
2	Comptes consolidés du Groupe Romande Energie	6
	Compte de résultat	6
	Bilan	8
	Tableau des flux de trésorerie	9
	Variations des capitaux propres	10
	Annexe aux comptes consolidés	11
	Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés	45

ROMANDE ENERGIE HOLDING SA

3	Comptes annuels de Romande Energie Holding SA	47
	Compte de résultat	47
	Bilan	48
	Annexe aux comptes annuels	49
	Proposition de répartition du bénéfice au bilan	52
	Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels	53
	Liste des abréviations	55

Chiffres-clés consolidés

au 31 décembre 2010

En milliers de CHF, sauf indication contraire

	2010	2009	2008	2007	2006
COMPTE DE RÉSULTAT					
Chiffre d'affaires net	577 111	583 745	572 455	472 807	466 068
Marge brute opérationnelle	237 117	220 784	248 137	231 036	268 071
Charges de personnel	76 033	78 813	73 844	76 330	89 685
EBITDA	107 592	98 923	129 794	116 239	140 532
EBIT	48 825	51 530	84 719	72 728	96 579
Part au résultat net des sociétés associées	65 738	675 163	63 835	108 202	17 445
Bénéfice net de la période	83 994	713 037	122 669	171 618	97 333
FLUX DE TRÉSORERIE					
Liquidités nettes sur les activités opérationnelles	174 667	233 523	83 492	85 836	111 295
Dépenses nettes liées aux activités d'investissements	(171 263)	(145 326)	(93 967)	(41 616)	(120 972)
Liquidités/(Dépenses) nettes liées aux activités de financement	59 126	(21 968)	(33 287)	(68 062)	(17 462)
AUTRES INDICATIONS					
Bénéfice par action (en CHF)	80	650	111	156	87
Dividende ordinaire (pour 2010 : proposé) par action (en CHF)	25.--	22.--	22.--	20.--	18.--
Dividende extraordinaire par action (en CHF)	-	10.--	-	10.--	-
Dividende (pour 2010 : proposé) par action (en CHF)	25.--	32.--	22.--	30.--	18.--
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	2 608 065	2 608 381	1 805 620	1 802 675	1 404 478
Capitaux propres en % des actifs	85	88	84	81	75
Capitaux propres par action (en CHF)	2 376	2 369	1 640	1 638	1 276
Cours de l'action Romande Energie Holding SA (en CHF)	1 525	1 835	1 980	2 085	1 668

Les données financières ci-dessus ont été établies conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Principaux événements financiers en 2010

Le chiffre d'affaires global de Romande Energie a légèrement fléchi (-1.1%) à CHF 577 millions en 2010. Cette situation reflète une baisse des ventes sur les marchés de l'électricité partiellement compensée par une augmentation des volumes distribués (+3.9%) et vendus (+2.5%) aux clients finaux.

Dans un contexte économique favorable en Suisse romande, Romande Energie a réussi à améliorer sa marge brute opérationnelle qui croît de +7.4% par rapport à 2009.

La force du franc suisse consécutive à la crise de la monnaie européenne pénalise les résultats financiers du Groupe en 2010. Conforme aux attentes, le résultat net se monte à CHF 84 millions, en baisse de 16.9% par rapport à l'année précédente, hors éléments exceptionnels (création d'ALPIQ).

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à CHF 2.6 milliards (inchangés par rapport à 2009) et confirment la solidité financière du Groupe.

Chiffre d'affaires

L'énergie distribuée sur le réseau du Groupe a progressé par rapport à 2009 pour atteindre 2'777 GWh contre 2'649 GWh au cours de l'exercice précédent. Cette hausse est le reflet de la bonne santé de l'économie en Suisse romande. Pour notre Groupe, l'intégration de nouveaux réseaux acquis par les rachats de sociétés en 2009 explique aussi l'augmentation de l'énergie distribuée. A périmètre identique, l'accroissement de l'énergie distribuée atteint +3.9%.

Si la partie « commercialisation » du Groupe a vu ses ventes aux clients finaux augmenter de +2.5% à 2'843 GWh en 2010 contre 2'775 GWh en 2009, les ventes sur le marché électrique et les activités du « Powerbalancing » ont sensiblement régressé portant ainsi le chiffre d'affaires global à CHF 577 millions pour l'année 2010, en recul de 1.1%.

Les autres produits sont en ligne avec ceux de l'exercice précédent.

Baisse des prix sur le marché de l'électricité : impact limité pour Romande Energie

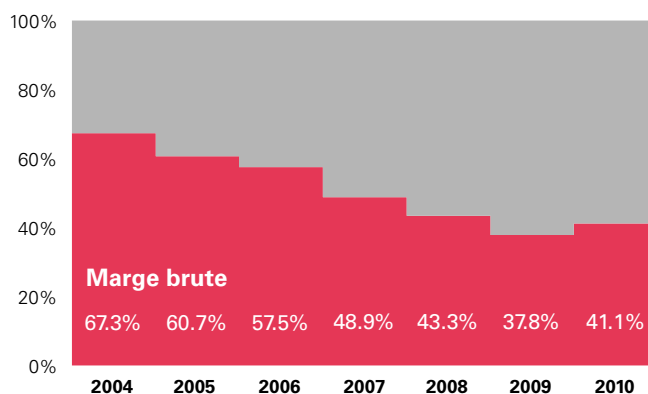
Compte tenu de la régression des ventes sur le marché de l'électricité en Europe, les coûts d'achats d'énergie ont également diminué. La détente des prix sur les marchés électriques en Europe et en Suisse n'a eu qu'un effet très limité sur l'approvisionnement du Groupe en raison de ses contrats de fourniture à long terme et de la politique de couverture de ses besoins futurs en électricité. En 2010, le prix moyen de l'approvisionnement électrique est resté très proche de celui de l'exercice précédent.

En net retrait par rapport à sa moyenne multi-annuelle pour des raisons hydrologiques, la production propre des ouvrages du Groupe affiche une progression de +5% à 419 GWh en 2010 contre 398 GWh en 2009.

Romande Energie profite de la vigueur de la croissance économique en Suisse romande : marge brute opérationnelle en hausse

La marge brute opérationnelle enregistre une progression annuelle de +7.4% à CHF 237 millions en hausse de CHF 16 millions par rapport à l'année passée.

Evolution de la marge brute opérationnelle



Progression des charges d'exploitation

Le Groupe maintient la pression sur ses frais de gestion, les charges d'exploitation évoluent différemment selon les postes concernés. Les frais du personnel augmentent de 0.9% avant prise en compte de l'augmentation de l'actif de prévoyance (au sens d'IAS 19) qui conduit à une réduction de cette position de -3.5% par rapport à 2009. En revanche, les autres charges d'exploitation progressent en 2010. Une nouvelle dotation de CHF 2 millions à la provision OIBT et les activités en développement de l'Unité d'affaires Environnement expliquent ces hausses. En 2010, le Groupe a lancé des campagnes de sensibilisation aux économies d'énergie et aux nouvelles énergies renouvelables (NER). Ces deux dépenses ont participé à la hausse des coûts de publicité et de développement de la marque « Romande Energie » indispensable dans un marché ouvert.

Les amortissements et corrections de valeur sont en forte progression par rapport à 2009, soit 24%. Ceci s'explique, d'une part, par une correction de valeur d'une unité de production de nouvelles énergies renouvelables pour un montant de CHF 6 millions et, d'autre part, par une augmentation des investissements dans la production d'énergie.

.../ Principaux événements financiers en 2010

Recul de l'EBIT

Compte tenu des différents éléments indiqués plus haut, l'EBIT 2010 s'inscrit en légère diminution à CHF 48.8 millions (-5.2%) contre CHF 51.3 millions en 2009.

Produits et charges financiers

Les charges financières 2010 ont été fortement influencées par la chute du cours de l'Euro. En accord avec sa politique de risques, le Groupe a conclu des contrats à terme sur cette devise pour couvrir principalement les achats d'énergie des portefeuilles d'approvisionnement des années 2011 et suivantes. La valorisation de ces contrats de couverture Euro au prix du marché au 31 décembre 2010 a conduit à la comptabilisation de CHF 19 millions de charges non réalisées. Pour faire face aux importants investissements liés à l'augmentation de la production propre, le Groupe a également contracté un nouvel emprunt en 2010 pour une somme de CHF 100 millions. Cet emprunt influence les frais financiers pour un montant de CHF 1 million.

Liquidités

Les liquidités du Groupe augmentent de CHF 61 millions en 2010 en raison notamment de la conclusion d'un emprunt de CHF 100 millions courant 2010.

Résultats des sociétés associées

Hors contribution extraordinaire (CHF 612 millions) obtenue en 2009 suite à la création du Groupe ALPIQ, le résultat des sociétés associées 2010 est comparable à celui de l'exercice précédent.

Bénéfice net en baisse de 17%

En 2009, le résultat net du Groupe affichait un montant exceptionnel CHF 713 millions provenant principalement du regroupement dans ALPIQ des activités opérationnelles des sociétés EOS SA et Aar et Tessin Electricité SA. Sans ce résultat exceptionnel, le bénéfice net du Groupe aurait été de CHF 101 millions en 2009. En 2010, le résultat net du Groupe enregistre un bénéfice de CHF 84 millions en recul de CHF 17 millions (-16.9%).

Fonds propres du Groupe

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère restent stables à CHF 2.6 milliards. Le ratio d'indépendance financière (capitaux propres / total bilan) passe de 88% en 2009 à 85% pour l'exercice 2010.

Dividende ordinaire en hausse de 14%

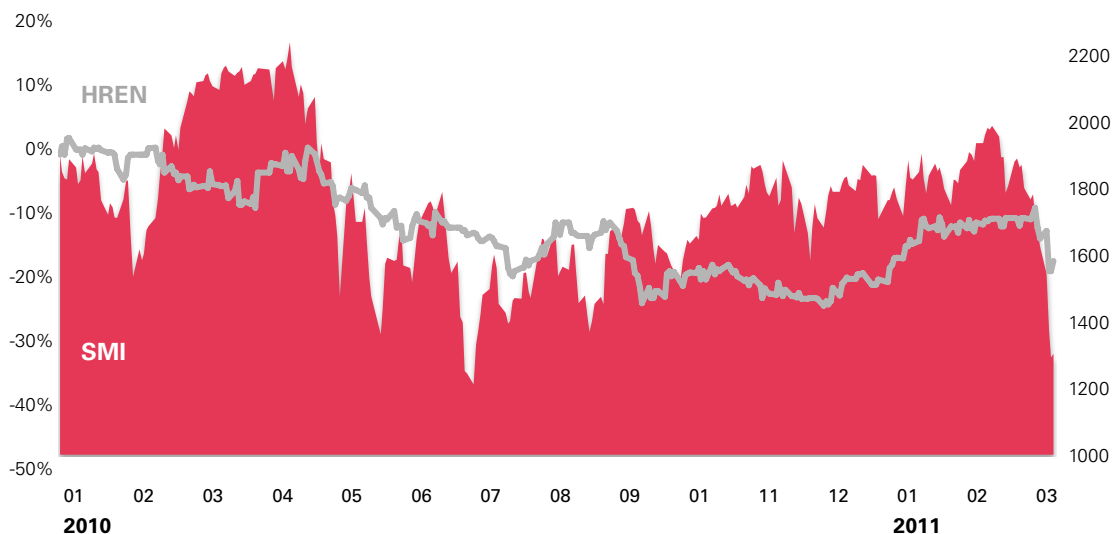
Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des actionnaires de verser un dividende ordinaire de CHF 25.- par action. En 2009, le Groupe a distribué un dividende ordinaire de CHF 22.- par action auquel s'est ajouté un dividende extraordinaire de CHF 10.- par action. Si l'assemblée générale des actionnaires accepte cette proposition, il en résultera une sortie de trésorerie de CHF 27.4 millions en 2011 en tenant compte des actions propres détenues.

Recul du cours de l'action en 2010

L'action nominative Romande Energie Holding SA a clôturé l'année 2010 à CHF 1'525.-, en baisse de 17% par rapport à fin 2009 (CHF 1'835.-).

Evolution du cours de l'action Romande Energie Holding SA

du 04.01.2010 au 17.03.2011



Baisse de la capitalisation boursière et de la valeur d'entreprise

Compte tenu de l'acquisition de 3'000 propres actions et de la baisse du cours boursier durant l'année 2010, la capitalisation boursière a sensiblement diminué. Au 31 décembre 2010, elle s'inscrit à CHF 1.7 milliard contre CHF 2 milliards en 2009, soit un recul de 17%.

La valeur d'entreprise – qui représente le montant total que les actionnaires et les tiers ont investi dans le Groupe sous déduction des liquidités – se présentait de la manière suivante au 31 décembre 2010 :

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Capitalisation boursière	1 674 185	2 020 016
Intérêts minoritaires	9 294	14 348
Dettes financières	141 292	41 937
./. Liquidités	(288 271)	(227 286)
Valeur d'entreprise	1 536 500	1 849 015
Valeur d'entreprise/EBITDA	14.28	18.69

Perspectives 2011

L'application d'une politique de stabilité des prix de vente en 2011, conjuguée à une faible volatilité probable des marchés de gros de l'électricité, devrait permettre au Groupe de stabiliser son EBITDA en 2011.

L'augmentation de clients au travers de collaborations avec d'autres sociétés électriques et de l'acquisition de réseaux électriques est également une perspective du Groupe pour les années futures.

Malgré tous les efforts entrepris pour augmenter l'efficacité énergétique et pour diminuer la consommation des clients, la croissance de la consommation électrique sur le canton de Vaud devrait être supérieure à la moyenne suisse au cours des années à venir. En effet, les projections effectuées sur l'évolution démographique et économique du canton confirment cette tendance.

Malgré les difficultés rencontrées dans certains projets de nouvelles énergies renouvelables, il est prévu de maintenir les objectifs de produire 10% de l'énergie distribuée par des NER d'ici 2025 et de poursuivre les efforts entrepris en 2010. A cet effet, le Groupe prévoit d'investir quelque CHF 80 millions en 2011 au travers de son Unité d'affaires Environnement.

Le Groupe s'engage fortement dans des projets de mobilité électrique et d'efficacité énergétique.

Compte de résultat consolidé

au 31 décembre 2010

En milliers de CHF, sauf données par action

	Note	2010	2009
Chiffre d'affaires net	8	577 111	583 745
Achats d'énergie, matériel et prestations de tiers	9	(339 994)	(362 961)
Marge brute opérationnelle		237 117	220 784
Charges de personnel	10	(76 033)	(78 813)
Autres charges d'exploitation	11	(53 492)	(43 048)
Amortissements des immobilisations corporelles	21,22	(52 376)	(45 386)
Correction de valeur des immobilisations corporelles	21,22	(6 088)	-
Amortissements des immobilisations incorporelles	23	(303)	(63)
Correction de valeur des immobilisations incorporelles	23	-	(1 944)
Résultat opérationnel (EBIT1)		48 825	51 530
Produits financiers	12	3 235	5 508
Charges financières	12	(28 285)	(3 585)
Part au résultat net des sociétés associées	24	65 738	675 163
Résultat avant impôts		89 513	728 616
Impôts sur le bénéfice	13	(5 519)	(15 579)
Résultat net du Groupe		83 994	713 037
Attribuable à :			
Actionnaires société mère		88 364	715 414
Intérêts minoritaires		(4 370)	(2 377)
		83 994	713 037
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		1 099 944	1 100 826
Bénéfice par action (en CHF)	14	80	650
Dividende par action en CHF (2010 : proposé)		25	32

1) EBIT = Bénéfice avant intérêts et impôts (Earnings before interest and taxes).

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes consolidés.

Compte de résultat global consolidé

au 31 décembre 2010

En milliers de CHF

Note

	2010	2009
Résultat net du Groupe	83 994	713 037
Autres éléments du compte de résultat		
Ajustement de valeur comptabilisé dans les fonds propres d'EOS Holding SA	(49 485)	111 687
Ajustement à la juste valeur des titres disponibles à la vente	664	(348)
Impôts	(52)	28
Total des autres éléments du compte de résultat, net d'impôt	(48 873)	111 367
Résultat global de la période	35 121	824 404
Attribuable à :		
Actionnaires société mère	39 491	826 781
Intérêts minoritaires	(4 370)	(2 377)
	35 121	824 404

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes consolidés.

Bilan consolidé

au 31 décembre 2010

En milliers de CHF

	Note	31.12.10	31.12.09
ACTIFS			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	288 271	227 286
Titres, dépôts à terme et instruments financiers dérivés	17	107 114	43 973
Créances résultant de livraisons et prestations	18	116 784	146 409
Immeubles destinés à la vente	19	-	1 169
Créance d'impôts courants		1 692	-
Autres actifs courants	20	13 760	12 211
Total des actifs courants		527 621	431 048
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	21	862 953	821 712
Immeubles de placement	22	1 483	1 225
Immobilisations incorporelles	23	27 565	17 884
Participations dans des sociétés associées	24	1 611 475	1 656 361
Actif résultant de fonds de prévoyance à régime prédéfini	28	24 936	17 699
Autres immobilisations financières	25	16 220	15 582
Total des actifs non courants		2 544 632	2 530 463
Total des actifs		3 072 253	2 961 511
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Engagements résultant de livraisons et prestations		53 533	44 226
Autres engagements à court terme	26	105 626	82 628
Part à court terme des emprunts à long terme	27	25 262	262
Dettes d'impôts courants		-	14 195
Provisions à court terme	29	2 035	1 057
Total des passifs courants		186 456	142 368
Passifs non courants			
Emprunts à long terme	27	116 030	41 675
Passifs d'impôts différés	13	146 625	149 823
Provisions à long terme	29	5 783	4 916
Total des passifs non courants		268 438	196 414
Total des passifs		454 894	338 782
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère			
Capital-actions	30	28 500	28 500
Versements additionnels en capital		13 111	13 111
Autres réserves		425 775	474 648
Résultats accumulés non distribués		2 160 505	2 107 367
Actions propres		(19 826)	(15 245)
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		2 608 065	2 608 381
Intérêts minoritaires		9 294	14 348
Total des capitaux propres		2 617 359	2 622 729
Total des passifs et des capitaux propres		3 072 253	2 961 511

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes consolidés.

Tableau de flux de trésorerie consolidés

au 31 décembre 2010

<i>En milliers de CHF</i>	<i>Note</i>	2010	2009
Bénéfice net de l'exercice		83 994	713 037
Reprise des éléments hors trésorerie			
- Impôts	13	5 519	15 579
- Amortissements et correction de valeur des immobilisations corporelles	21	58 464	45 386
- Amortissements et correction de valeur des immobilisations incorporelles	23	303	2 007
- Part au bénéfice net des sociétés associées	24	(65 738)	(675 163)
- Résultat net sur réalisation d'actifs immobilisés	11	(2 302)	(1 210)
- Résultat financier net	12	25 050	(1 923)
- Variation de l'actif de prévoyance	28	(7 237)	(3 888)
- Autres éléments		2 155	(291)
Dividendes versés par les sociétés associées		61 455	141 023
Intérêts encaissés et autres produits financiers		1 091	1 703
Intérêts payés et autres charges financières		(2 991)	(1 686)
Impôts payés		(23 147)	(15 920)
Flux de trésorerie avant variation du fonds de roulement		136 616	218 654
Variation de l'actif circulant et autres flux de trésorerie des activités opérationnelles	16	38 051	14 869
Liquidités nettes sur les activités opérationnelles		174 667	233 523
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(113 008)	(128 346)
Ventes d'immobilisations corporelles		4 819	4 437
Acquisitions de participations, nette de liquidités		-	(1 852)
Acquisitions de parts dans des sociétés associées		(553)	(4 031)
Acquisitions de titres de placement		(62 547)	(15 644)
Variation des autres immobilisations financières		26	110
Dépenses nettes liées aux activités d'investissements		(171 263)	(145 326)
Variation des emprunts à long terme		99 617	2 737
Libération de capital par actionnaires minoritaires		-	198
Acquisitions d'actions propres		(4 581)	-
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		(684)	(685)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(35 226)	(24 218)
Recettes/(Dépenses) nettes liées aux activités de financement		59 126	(21 968)
Effet net des écarts de conversion sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		(1 545)	(137)
Augmentation nette des liquidités		60 985	66 092
Liquidités en début d'exercice		227 286	161 194
Liquidités en fin de période		288 271	227 286

L'annexe qui suit fait partie intégrante des comptes consolidés.

Variations des capitaux propres consolidés

au 31 décembre 2010

Capitaux propres des actionnaires de la société mère

<i>En milliers de CHF</i>	Capital- actions	Versements additionnels en capital	Autres réserves	Résultats accumulés non distribués	Actions propres	Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 1^{er} janvier 2009	28 500	13 111	363 281	1 415 973	(15 245)	1 805 620	18 039	1 823 659
Variation des capitaux propres 2009								
Dividende payé aux actionnaires de la société mère (CHF 22.-/action)				(24 218)		(24 218)		(24 218)
Dividende payé aux intérêts minoritaires							(685)	(685)
Variation du périmètre de consolidation				198		198	(629)	(431)
Résultat global du Groupe			111 367	715 414		826 781	(2 377)	824 404
Solde au 31 décembre 2009	28 500	13 111	474 648	2 107 367	(15 245)	2 608 381	14 348	2 622 729

Variation des capitaux propres 2010

Dividende payé aux actionnaires de la société mère (CHF 32.-/action)				(35 226)		(35 226)		(35 226)
Acquisitions d'actions propres					(4 581)	(4 581)		(4 581)
Dividende payé aux intérêts minoritaires						-	(684)	(684)
Résultat global du Groupe			(48 873)	88 364		39 491	(4 370)	35 121
Solde au 31 décembre 2010	28 500	13 111	425 775	2 160 505	(19 826)	2 608 065	9 294	2 617 359

Des indications complémentaires sur le capital et les réserves sont données à la note 30.

NOTE 1

Informations générales

Romande Energie Holding SA, société anonyme holding de droit suisse dont le siège est à Morges (Suisse), détient directement ou indirectement toutes les sociétés appartenant au Groupe Romande Energie (Groupe). Le Groupe est actif dans 4 métiers liés à l'énergie : la distribution d'électricité, la commercialisation d'énergie, la production d'électricité et l'efficacité énergétique.

Le métier de la distribution d'électricité a pour mission de gérer le réseau électrique dans la zone de desserte attribuée et de garantir l'accès au réseau pour les consommateurs finaux.

Le métier de la commercialisation d'énergie couvre la fourniture d'électricité aux clients captifs de la zone de desserte ainsi qu'aux clients libéralisés présents sur l'ensemble du territoire suisse. L'offre de services administratifs et énergétiques est associée à cette activité.

Le métier de l'environnement rassemble le développement et la gestion de la production renouvelable d'électricité qui représente actuellement 16% de l'électricité distribuée sur la zone de desserte du Groupe. Les activités en lien avec l'efficacité énergétique sont également traitées par le métier de l'environnement.

Les comptes consolidés 2010 du Groupe ont été approuvés le 24 mars 2011 par le conseil d'administration de Romande Energie Holding SA. L'assemblée générale des actionnaires du 17 mai 2011 est invitée à les approuver à son tour.

NOTE 2

Résumé des principes de consolidation

Les principes comptables majeurs utilisés lors de l'établissement des états financiers consolidés du Groupe sont décrits ci-dessous. Ces principes ont été appliqués uniformément à tous les chiffres comparés ici, sauf indication contraire spécifique.

1 Base de présentation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en milliers de CHF selon le principe du coût historique, sauf pour certaines immobilisations corporelles et certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur. Ils sont conformes aux normes "International Financial Reporting Standards" (IFRS édictées par l'"International Accounting Standards Board") ainsi qu'aux IAS et à leurs interprétations (IFRIC) édictées par l'"International Accounting Standards Committee" (IASC) et aux normes de présentation des comptes ci-dessous.

L'établissement d'états financiers selon les normes IFRS implique le recours à des estimations et à des hypothèses ayant une influence, d'une part, sur les montants des actifs et des passifs présentés, et sur les actifs et engagements conditionnels à la date du bilan, et, d'autre part, sur le montant des produits et des charges de la période comptable. Bien que les estimations soient fondées sur les meilleures connaissances de la situation actuelle ou des opérations futures du Groupe dont puisse disposer la direction, les résultats effectivement obtenus peuvent différer de ceux prévus sur la base de ces estimations. Les domaines impliquant un haut degré de jugement et de complexité, ou ceux dont les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur l'établissement des états financiers, sont décrits à la note 3.

Normes et interprétations publiées mais non encore applicables

Certaines nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées et sont applicables pour les périodes comptables du Groupe commençant le ou après le 1^{er} janvier 2010 ou pour des périodes plus éloignées mais qui n'ont pas été adoptées de façon anticipée par le Groupe. Celles-ci ne devraient pas avoir d'impact matériel sur les états financiers du Groupe, hormis l'introduction d'IFRS 9 – Instruments financiers. L'application de cette norme dès l'exercice 2013 pourrait avoir des impacts sur la valorisation et la classification des actifs financiers.

Normes, amendements et interprétations applicables à partir de l'exercice 2010

IFRS 3 révisée – regroupement d'entreprises (applicable dès le 01.07.2009)

La révision de cette norme implique les changements significatifs suivants dans l'application des méthodes d'acquisition aux regroupements d'entreprises : 1) les frais d'acquisition seront comptabilisés en charges, 2) lors d'un regroupement d'entreprises, si l'acquéreur obtient le contrôle sans racheter la totalité des capitaux propres de la société acquise, les intérêts minoritaires restants seront évalués soit à la juste valeur, soit à leur quote-part dans les actifs nets identifiables de la société acquise, 3) si l'acquéreur obtient le contrôle dans le cadre d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, il devra réévaluer à la juste valeur les intérêts détenus précédemment dans la société acquise et enregistrer un gain ou une perte correspondant dans le compte de résultat, 4) tout changement dans la contrepartie conditionnelle d'une acquisition ne sera pas comptabilisé dans le goodwill mais dans le compte de résultat. Le Groupe a adopté IFRS 3 révisée à partir du 1^{er} janvier 2010.

IAS 27 révisée en 2008 – Etats financiers consolidés et individuels.

Les effets des transactions avec les intérêts minoritaires sont comptabilisés dans les fonds propres s'il n'y a pas changement de contrôle. Le Groupe a adopté IAS 27 révisé à partir du 1^{er} janvier 2010.

L'IASB a publié un recueil d'amélioration et d'amendements apportés aux standards IFRS/IAS. L'adoption de ces amendements n'a pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe.

2 Principes de consolidation

La date de clôture des comptes annuels individuels est le 31 décembre.

Filiales

Les comptes consolidés du Groupe comprennent les opérations de Romande Energie Holding SA et celles de toutes les filiales directes et indirectes dans lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle, pouvoir s'accompagnant en général d'un contrôle de plus de 50% des droits de vote. La liste des principales filiales figure à la note 36. Les filiales sont consolidées par intégration globale, le cas échéant à la date du transfert de contrôle au Groupe. A contrario, elles sont exclues de ce périmètre dès que ce contrôle cesse.

Dès le 1^{er} janvier 2010, l'entrée en vigueur d'IFRS 3 (révisée) implique la mise en application de la méthode de l'acquisition pour les regroupements d'entreprises et les transactions dans lesquelles le Groupe prend le contrôle d'une autre entité. Cela signifie de comptabiliser et d'évaluer les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le

contrôle dans l'entreprise acquise. Les actifs identifiables et les passifs repris sont évalués à la juste valeur. La méthode de l'acquisition implique également la comptabilisation séparée du goodwill. Ce dernier étant l'excédent de la contrepartie transférée et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise par rapport au solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur.

Tous les soldes des comptes ainsi que l'ensemble des transactions et profits réalisés entre sociétés du Groupe sont éliminés lors de la consolidation.

La part au résultat et le droit aux fonds propres des actionnaires minoritaires sont présentés séparément.

Sociétés associées

Les sociétés associées et les co-entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (normalement entre 20% et 50% des droits de vote), sans en avoir le contrôle, sont prises en compte selon la méthode d'intégration par mise en équivalence. Ces participations apparaissent au bilan au titre de participations dans des sociétés associées et sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition puis à leur juste valeur, soit le coût initial corrigé de la part du Groupe aux bénéfices (pertes) reporté(e)s après la date d'acquisition et de modification éventuelle de valeur « Impairment ». Si, malgré la détention de plus de 20% des parts dans une société, le Groupe n'exerce pas d'influence notable, ladite société est traitée comme « immobilisation financière » (voir la note 3).

Toute correction de valeur « Impairment » est enregistrée immédiatement dans le compte de profits et pertes. Les pertes des sociétés qui excèdent la part du Groupe dans ces sociétés associées ne sont pas reconnues.

Lorsqu'une variation des actifs nets d'une société associée est reportée directement dans ses fonds propres, le Groupe reconnaît sa part à ces changements dans le résultat global et l'indique séparément.

Les soldes des comptes ainsi que les transactions d'importance significative avec des participations et des co-entreprises consolidées par mise en équivalence sont présentés séparément comme éléments relatifs à des sociétés associées.

Les gains non réalisés lors de transactions entre des sociétés du Groupe et des sociétés associées sont éliminés pour la part du Groupe dans ces sociétés associées. Les pertes non réalisées sont éliminées de la même manière sauf si la transaction couvre un transfert d'actif nécessitant une correction de valeur « Impairment ».

Les états financiers des sociétés associées sont ajustés en cas d'écarts significatifs pour assurer la cohérence avec les principes comptables adoptés par le Groupe.

Joint-ventures

Une "joint-venture" est un arrangement contractuel où le Groupe et d'autres partenaires poursuivent une activité économique commune. Les décisions stratégiques, financières et opérationnelles y relatives sont soumises à l'approbation unanime des parties au contrat.

Lorsque le Groupe participe à de tels accords, la part du Groupe aux actifs et passifs conjointement détenus est reconnue dans les états financiers consolidés. Ils y figurent dans les rubriques correspondant à leur nature.

Des accords de "joint-venture" peuvent conduire à la création d'entités légales dans lesquelles chaque partenaire possède une participation. Dans ces cas, le Groupe reconnaît sa part dans ces entités légales détenues conjointement en utilisant la méthode de mise en équivalence.

Variations de périmètre

Le périmètre de consolidation du Groupe Romande Energie n'a pas subi de modification au cours de l'exercice 2010.

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie de présentation au cours de change en vigueur au moment où elles ont été effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la fin de l'année. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont enregistrées dans le compte de résultat.

Afin de se prémunir du risque de change, le Groupe souscrit à des contrats de change à terme et à des options.

Toutes les filiales du Groupe présentent leurs comptes en CHF et, par conséquent, il n'y a aucun écart résultant de la conversion des comptes des filiales.

	2010	2009
Cours de change utilisé en fin d'année		
Euro	1.251	1.483
Cours de change mensuel moyen utilisé pour le compte de résultat et le flux de trésorerie consolidés		
Euro	1.390	1.502

3 Principes de comptabilisation et d'évaluation

Chiffre d'affaires et comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires net inclut toutes les recettes provenant de la vente d'électricité et de biens et services, après déduction de la TVA, des rabais, des escomptes, des autres remises convenues sur les prix ainsi que des ducroires et pertes sur débiteurs. Les recettes sont comptabilisées lors de la livraison de l'électricité, des services ou des biens. Les compteurs des clients font l'objet de relevés périodiques.

Pour une grande partie de la clientèle et environ 50% des kWh fournis, la quantité consommée est relevée sur les instruments de mesure une seule fois par année au cours du dernier trimestre.

Les recettes comprennent les estimations concernant l'énergie consommée et pas encore facturée entre la date du dernier relevé de compteur et la date de clôture. L'estimation s'appuie sur les données historiques ajustées d'effets saisonniers et de l'augmentation de consommation moyenne annuelle.

Les dividendes provenant d'investissements sont comptabilisés lorsque le droit à la distribution a été clairement établi.

Les finances d'équipement perçues des clients par le Groupe lors de leur raccordement au réseau sont comptabilisées en revenu au moment du raccordement.

Charges de personnel et plan de prévoyance

Les engagements du Groupe résultant d'un régime à prestations définies, ainsi que le coût des services rendus au cours de l'exercice, sont déterminés selon la méthode des unités de crédits projetés.

L'insuffisance ou l'excédent de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé(e) dans le compte de résultat consolidé, en tenant compte des écarts actuariels cumulés ainsi que du coût des services passés non encore enregistrés.

Cependant, un excédent d'actifs n'est comptabilisé au bilan que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs dont le Groupe dispose, par exemple sous la forme de remboursements du plan ou de diminutions des cotisations futures. Si un tel excédent d'actifs n'est pas disponible ou ne représente pas d'avantages économiques futurs, il n'est pas enregistré au bilan mais fait l'objet d'une indication dans les notes.

L'écart actuariel résulte principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs du plan. L'écart actuariel excédant les 10% (corridor) de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée de l'obligation et la juste valeur des actifs est imputé au compte de résultat en fonction de la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des employés assurés.

Dépréciation « Impairment » d'immobilisations corporelles et incorporelles

Lors de chaque clôture annuelle, une analyse est faite afin de contrôler si des éléments indiquant une perte de valeur d'un actif existent. Une perte de valeur est immédiatement constatée lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de perte de valeur au moins une fois l'an.

Par valeur recouvrable, on entend la plus grande des valeurs entre le prix de vente net et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est obtenue par l'actualisation des flux futurs anticipés produits par cet actif ou le plus petit groupe d'actifs identifiables auquel il appartient, et dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie indépendantes de celles dégagées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dès lors, une appréciation de l'ensemble des conditions économiques qui régneront pendant la durée d'utilité doit être faite par la Société. Ces estimations pourront s'écarter considérablement des valeurs effectives.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les avoirs déposés dans les banques et sur des comptes postaux, ainsi que les dépôts et placements monétaires dont la durée initiale n'excède pas 90 jours.

Créances résultant de livraisons et prestations

Les créances résultant de livraisons et prestations sont comptabilisées à leur valeur nominale, déduction faite d'un ajustement pour les créances douteuses. Une provision pour créances douteuses est établie lorsque des signes objectifs indiquent que le Groupe ne sera pas à même de récupérer sa créance. Des difficultés financières du débiteur, des défauts ou retards de paiements sont considérés comme des indicateurs fiables pour effectuer une correction de valeur sur le poste débiteur. Le Groupe constitue une provision globale sur les débiteurs dont l'échéance est supérieure à 180 jours. Cette provision est effectuée sur la base de l'historique des pertes et représente le 75% des créances en souffrance depuis plus de 180 jours. Les pertes sur cette position sont comptabilisées par le biais du compte de provision. Les pertes sur débiteurs sont enregistrées sur la base d'actes de défaut de biens ainsi que sur base de jugement de faillite ou tout autre document permettant d'établir la défaillance du débiteur.

Instruments financiers (y.c. emprunts) et dérivés

Le Groupe reconnaît les instruments financiers actifs et passifs dans le bilan dès qu'il est contractuellement lié à de tels instruments.

Les titres de placement comprennent des actions et des obligations réalisables en bourse et des placements monétaires d'une durée initiale supérieure à 90 jours. Les titres de placement sont désignés en juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur ; les profits et pertes en résultant sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice.

Les contrats d'achat à terme d'énergie avec livraison physique de celle-ci sont exclus du champ d'IAS 39. Ces contrats sont conclus dans le cadre de l'activité normale de l'entreprise. Ceci est démontré dès que les conditions suivantes sont remplies :

il existe une livraison physique de l'énergie ;

les contrats ne sont pas des ventes d'options au sens de la norme.

Les emprunts sont reconnus initialement à leur juste valeur, corrigée des coûts de transaction directement imputables. Ensuite les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts ou les tranches d'emprunts pour lesquels il existe un droit irrévocable de différer le remboursement à un terme supérieur à 12 mois sont classés dans les passifs non courants ; tous les autres le sont dans les passifs courants.

Immobilisations financières

Les valeurs de parts de sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20% des droits de vote, ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable, sont portées au bilan à leur prix d'acquisition avant de l'être à leur juste valeur. Si aucune estimation fiable de la juste valeur ne peut être établie, le Groupe valorise l'investissement au coût d'acquisition. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les capitaux propres et reclassées dans le compte de résultat lors de la vente de l'actif ou lorsque l'immobilisation financière doit subir une correction de valeur irréversible « Impairment ».

Les prêts octroyés sont enregistrés au coût amorti, déduction faite des éventuelles pertes de valeur pour les montants non recouvrables.

Actions propres

En cas d'acquisition d'actions propres, le total du montant payé et les coûts directement imputables à la transaction (nets d'impôts sur le bénéfice) sont déduits des fonds propres du Groupe jusqu'à l'annulation ou la vente ultérieure des titres. En cas de vente, le produit reçu, net des coûts directement imputables à la transaction (auxquels on ajoute l'effet fiscal de l'impôt sur le bénéfice), est attribué aux fonds propres du Groupe.

Immobilisations corporelles

Les terrains, les bâtiments, les machines et les équipements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou de fabrication, après déduction des amortissements cumulés. Les dépenses de transformation des immeubles loués sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée de vie économique présumée et la durée résiduelle du bail. Les coûts de réparation et d'entretien sont imputés directement comme charges au compte de résultat, tandis que les rénovations et améliorations majeures sont activées comme immobilisations corporelles et amorties sur leur durée de vie économique présumée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée la plus courte entre la durée résiduelle des concessions et les durées de vie économique présumées suivantes :

	Nombre d'années
Bâtiments à usage du Groupe	20-40
Immeubles de placement	20-40
Centrales de production	25-75
Réseaux de distribution d'électricité	15-40
Machines, équipements, installations et outillage	6-15
Véhicules	3-8
Équipements informatiques	3-8

Les terrains ne sont amortis qu'en cas de perte de valeur, ou soumis à un retour de concession.

Les équipements en cours de réalisation sont immobilisés et amortis à partir du mois de leur mise en service.

Si le Groupe est obligé de démanteler des centrales de production ou d'autres immobilisations et de remettre en état les propriétés de tiers sur lesquelles ces immobilisations se trouvent, les coûts correspondants sont ajoutés au coût initial à la date d'acquisition, et amortis sur la durée de vie économique de l'immobilisation.

Immeubles de placement

Sont considérés comme immeubles de placement, les biens immobiliers détenus en vue d'en retirer des rendements ou pour en valoriser le capital.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition après déduction des amortissements cumulés. Les immeubles de placement sont amortis sur une durée comprise entre 20 et 40 ans.

Immobilisations incorporelles et goodwill

L'excédent du coût résultant d'une acquisition d'entreprise est inscrit au bilan en tant que goodwill au bilan. Le goodwill est considéré avoir une durée de vie illimitée. Celui-ci fait l'objet d'un test de dépréciation annuel ou plus souvent si des événements ou changements de contexte laissent supposer la possibilité d'une telle dépréciation. Le test de dépréciation est

basé sur une estimation des flux d'avantages économiques futurs.

Les autres immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût initial et sont amorties de manière linéaire sur les durées d'utilité suivantes :

Concession : durée de la concession

Logiciels : 5 ans

Un test de dépréciation est effectué si des indices montrent que la valeur recouvrable pourrait être inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Les provisions comprennent les engagements dont l'issue, l'échéance ou le montant sont incertains. Elles sont portées au bilan lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant des provisions est évalué par la direction du Groupe, à la date de clôture, sur la base de la meilleure estimation possible des coûts nécessaires pour éteindre l'obligation. Lorsqu'une sortie de ressources n'est pas probable ou ne peut pas être estimée de manière fiable, l'obligation n'est pas portée au bilan mais est présentée sous les passifs éventuels. Lorsque l'effet est significatif, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation sont escomptés. La provision est actualisée au taux du marché majoré le cas échéant d'un taux reflétant les risques spécifiques liés à cet engagement.

Impôts (y.c. impôts différés)

Les impôts courants sont déterminés d'après le bénéfice imposable de l'année en cours et sont imputés au compte de résultat.

Les impôts sur le résultat sont enregistrés dans la même période que les produits et les charges auxquels ils se rapportent.

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable, c'est-à-dire sur les différences temporelles entre la valeur des actifs et passifs reconnue par les autorités fiscales et leur valeur comptable enregistrée dans les états financiers consolidés du Groupe.

Le montant de la provision pour impôts différés est calculé sur la base des taux d'imposition connus à la date de clôture et susceptibles d'être appliqués lors de la dissolution des différences temporelles.

Les reports de pertes fiscalement déductibles sur les résultats futurs et les autres avoirs fiscaux différés sont inscrits à l'actif seulement si leur réalisation ultérieure paraît probable.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action se calcule en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de la société mère, Romande Energie Holding SA. Il est indiqué avant et après tous les effets potentiels de dilution.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés dans les états financiers consolidés au moment où ils ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

Parties liées

Sont considérées comme parties liées le canton de Vaud, la Caisse de pensions de Romande Energie, les membres du conseil d'administration et les membres de la direction du Groupe. Les parties liées sont approvisionnées en énergie à des conditions comparables à celles des clients qui satisfont les mêmes critères. L'Etat de Vaud perçoit des redevances sur les concessions en liaison avec l'utilisation des eaux.

Activités abandonnées et actifs non courants disponibles à la vente

Les actifs non courants ou les groupes destinés à être cédés sont valorisés au plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de ventes. Les actifs non courants sont classés comme détenus à la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par une transaction de vente plutôt que par son utilisation. Ces conditions sont remplies si le bien est disponible pour une vente immédiate et si la vente est hautement probable.

Les actifs non courants désignés comme destinés à la vente ne font plus l'objet d'amortissements.

NOTE 3

Eléments critiques d'évaluation

Les estimations et les hypothèses de travail sont continuellement évaluées et se fondent sur l'expérience et d'autres facteurs telle la probabilité que certains événements se produisent compte tenu des circonstances.

1 Prévoyance en faveur du personnel

Le calcul des engagements de prévoyance découlant des plans à primauté des prestations est effectué à partir d'hypothèses actuarielles qui peuvent diverger de la réalité et influencer les actifs et les résultats du Groupe. Au 31 décembre 2010, l'actif résultant du fonds de prévoyance s'élève à CHF 24.9 millions.

2 Correction de valeur des immobilisations corporelles, incorporelles et goodwill

La valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que des goodwill représente un montant de CHF 892 millions. Un test de dépréciation est effectué annuellement ou chaque fois que des indices de perte de valeur se présentent. Ces tests sont effectués sur la base d'estimation de cash flow futurs résultant de l'utilisation et de la vente probable des actifs. Les actifs sont testés annuellement ou chaque fois que des indices de perte de valeur se présentent. Toutefois les flux réels de trésorerie peuvent différer significativement des premières estimations.

3 Correction de valeur des sociétés associées

Au cours des derniers exercices, cette position a pris une importance grandissante dans le bilan du Groupe, pour atteindre CHF 1.611 milliard en 2010. Cette rubrique est constituée principalement par la participation dans la société EOS Holding SA qui, elle-même, détient 31% d'Alpiq. L'impact de cette dernière sur le bilan du Groupe est de CHF 1.175 milliard.

4 Chiffre d'affaires

Une grande partie du chiffre d'affaires « énergie » est réalisée avec des clients particuliers qui sont facturés annuellement sur la base d'un relevé de compteur réalisé tout au long de l'année. Le chiffre d'affaires réalisé entre la date du dernier relevé et le 31 décembre est comptabilisé sur la base de l'énergie distribuée valorisée à un prix moyen, sous déduction des pertes réseau estimées. Ce chiffre d'affaires ainsi déterminé pourrait différer des valeurs effectives.

NOTE 4

Cession, regroupement d'entreprises et autres transactions importantes

Acquisitions en 2010

Le Groupe n'a pas fait d'acquisition significative au cours de l'exercice 2010.

Acquisitions en 2009

Filiales

Société Electrique de Champéry SA

En date du 30 avril 2009, le Groupe a acquis 200 actions supplémentaires de la Société de Distribution Electrique de Champéry SA (SDEC), sa participation passant ainsi de 94.55% à 99.55%, les droits de vote sont équivalents à la part au capital-actions. Le montant net payé est de CHF 0.41 million. Le prix de CHF 2'065 par action est égal à celui convenu lors de l'acquisition en 2008 de cette société. Ce prix est équivalent à la juste valeur des actions.

TECFOR SA

Le 18 mai 2009, le Groupe a acquis la totalité du capital-actions de la société TECFOR SA pour un montant global de CHF 3.1 millions. TECFOR SA est une société active principalement dans le domaine du forage pour la géothermie. Son siège est à Troistorrens (Valais) et son capital-actions est de CHF 0.56 million. TECFOR SA est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dès son acquisition le 18 mai 2009. Le goodwill reconnu lors de la consolidation a été justifié sur la base des flux futurs de trésorerie, planifiés sur 5 ans. L'incidence de cette intégration sur le compte de résultat du Groupe est de l'ordre de +CHF 0.3 million et de CHF 2 millions sur le chiffre d'affaires.

Sociétés associées

Energie Solaire SA

Le 6 juillet 2009, le Groupe a acquis 24% des actions de la société Energie Solaire SA, Sierre. Le Groupe détenait jusqu'alors 10% du capital de cette société, pour un montant de CHF 0.6 million ; ces actions étaient classées sous la rubrique « autres immobilisations financières ». Cette société est dotée d'un capital-actions de CHF 1.6 million composé de 4'000 actions au porteur. Energie Solaire SA développe et conçoit des panneaux solaires. La mise en équivalence a été effectuée à partir de la date de la deuxième acquisition des actions, soit le 6 juillet 2009.

Eneftech SA

Au cours de l'exercice (21.07.2009), le Groupe a investi dans la société Eneftech Innovation SA, Ecublens. Cette société au capital de CHF 0.25 million est active dans le domaine de la cogénération et de la valorisation de chaleur. Eneftech Innovation SA est détenue par la filiale du Groupe, Romande Energie Renouvelable SA.

Pour la mise en équivalence, le Groupe a estimé la valeur des actifs, des passifs ainsi que du goodwill au moment de l'acquisition. L'affectation du coût du regroupement d'entreprise a été effectuée sur la base des Due-Diligence effectuées dans le cadre de ces acquisitions ainsi que sur la base des informations en possession du Groupe.

St-Gingolph Energia SA

Le Groupe a également souscrit une part de 25% au capital à la création de la société St-Gingolph Energia SA, St-Gingolph. Cette société a pour but de construire et exploiter une centrale de turbinage hydraulique. Le capital-actions de cette société est de CHF 0.1 million. Le Groupe a libéré sa part à la valeur nominale, soit CHF 25'000.

NOTE 5**Gestion des risques****1 Informations sur la gestion des risques**

Le Groupe gère ses risques au travers de comités de gestion de risques spécifiques, tels que ceux existant par exemple pour l'approvisionnement en électricité. Un « risk manager » coordonne les différents comités de gestion des risques ainsi que les processus relatifs à cette gestion. L'objectif du « risk manager » est de s'assurer de manière systématique que les risques sont identifiés, évalués, maîtrisés et suivis. Le « risk manager » dépend directement de la direction générale du Groupe.

Deux fois par an, le « risk manager » présente une cartographie des risques les plus importants au conseil d'administration. Cette cartographie comprend un descriptif des risques ainsi que les mesures prises visant à réduire les risques ainsi identifiés.

2 Exposition aux risques

Le Groupe est soumis aux risques du marché qui découlent principalement des prix de l'énergie, du risque de change et des taux d'intérêts, ainsi qu'aux risques de crédits et de liquidités. La direction surveille régulièrement ces risques.

Le Groupe effectue des transactions sur des produits dérivés, principalement swap de taux d'intérêts et contrats de change à terme. Le but est de limiter les risques découlant des taux d'intérêts sur emprunts et des transactions en monnaies étrangères effectuées dans le cadre des activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe n'effectue pas de transactions financières pour lesquelles il existe au moment de l'échéance de la transaction un risque non calculé. Cela signifie que le Groupe ne procède pas à des transactions sans détenir les actifs et passifs sous-jacents. Seuls les valeurs patrimoniales et les engagements actuels ou futurs qui ont une forte probabilité de réalisation font l'objet d'une couverture.

3 Risques liés à l'approvisionnement en énergie

Le Groupe se trouve exposé aux fluctuations des prix du marché de l'électricité pour toute la quantité d'énergie qu'il ne produit pas lui-même, soit environ 85% des besoins totaux. Dès lors, des contrats d'approvisionnement à long terme sont conclus avec des partenaires privilégiés fixant les prix et volumes. Dans ce cadre, le Groupe est au bénéfice de contrats à long terme dont le plus long porte jusqu'en 2015. Ces contrats, ajoutés aux achats à terme et au droit d'achat mentionné à la note 34, couvrent la quasi-totalité des besoins totaux en énergie sur la base de la consommation prévue en 2011.

Pour le solde, le Groupe recourt à des techniques dites de "stress-testing" qui visent à évaluer le scénario du pire. Puis il fixe annuellement un prix maximum d'approvisionnement qu'il couvre sur « l'European Energy

Exchange » (EEX) par des achats à terme, achats qu'il optimise en profitant des variations des prix spot et à terme. Au vu de la volatilité des prix de l'énergie, le Groupe tend à couvrir la totalité des besoins prévisionnels à 24 mois.

L'augmentation de la demande en électricité sur le marché européen induit une congestion des lignes de transport de l'électricité. En fonction de la demande, le passage de l'énergie aux frontières est soumis à enchères. Le montant des enchères n'est pas prévisible et peut varier fortement d'une année à l'autre, à savoir CHF 7 millions en 2010 contre CHF 11 millions en 2009.

4 Risques liés aux taux de change

Ce risque est principalement généré par les achats d'énergie sur l'EEX qui se font principalement en Euro. Par conséquent, le Groupe a recours à des contrats de change à terme et d'options pour couvrir en tout temps le 100% de ses engagements fermes en devises étrangères et 50% de ses cash flows estimés pour les 12 prochains mois conformément à sa politique interne de gestion de trésorerie.

L'impact sur le compte de résultat, avant impôt, d'une variation raisonnablement possible du taux de change de l'Euro face au franc suisse, à savoir +10% et -10%, toutes choses étant égales par ailleurs, aurait eu une influence de CHF 17.1 millions sur le compte de résultat 2010, contre CHF 16.3 millions en 2009, il n'y a pas d'impact sur les fonds propres.

A noter que le Groupe n'effectue pas de comptabilité de couverture et que toutes les variations de change sont comptabilisées par le biais du compte de résultat.

5 Risques liés aux taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêts est essentiellement lié aux emprunts du Groupe ainsi qu'aux placements à court et moyen terme qu'il effectue. L'impact sur le compte de résultat 2010, avant impôt, d'une variation de plus ou moins 50 points de base est de CHF 1.6 million contre CHF 1.2 million en 2009, il n'y a pas d'impact sur les fonds propres.

6 Autres risques de prix

Le Groupe est exposé aux risques de prix sur les titres découlant des investissements en participations financières. Ces participations sont détenues à des fins stratégiques plutôt qu'à des fins de transactions. Le Groupe n'a pas d'exposition matérielle aux fluctuations de prix des titres. Ces fluctuations sont comptabilisées par les fonds propres.

7 Risques de crédit

Le risque de crédit est géré de manière centralisée pour le Groupe. Ce risque consiste dans l'éventualité qu'une contrepartie ne puisse honorer ses engagements.

Le risque lié aux clients est limité par le nombre important de ceux-ci et leur répartition géographique (uniquement en Suisse). Les postes ouverts sont suivis sur une base mensuelle. Cette position est détaillée dans la note 18. Le Groupe n'a pas d'exposition significative envers une contrepartie individuelle. Le risque découlant des autres instruments financiers comme la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les instruments financiers dérivés et les dépôts auprès d'instituts financiers de placements est maîtrisé par l'application conforme du règlement de trésorerie du Groupe. Le Groupe investit uniquement auprès d'établissements financiers sélectionnés selon des critères stricts. Il s'agit notamment des deux grandes banques suisses, de Postfinance et de banques ayant un rating minimum de AA-. Le risque maximum sur cette position est égal à la valeur comptable des instruments financiers.

8 Risques de liquidités

Le risque de liquidités couvre l'incapacité pour le Groupe d'honorer ses obligations à temps. Le service de trésorerie du Groupe est responsable de la liquidité et du financement. Les risques de liquidité et de financement font l'objet d'une supervision permanente de la part de la direction, au niveau du Groupe. Le Groupe dispose de liquidités suffisantes pour répondre à tous les engagements par maturité.

Le tableau ci-après indique les différentes échéances des engagements du Groupe (y.c. intérêts) :

En milliers de CHF	< 1 mois	>1 mois et < 3 mois	> 3 mois et <12 mois	> 1 an et < 5 ans	> à 5 ans	Total
31 décembre 2010						
Dettes financières		262	28 363	10 252	128 148	167 025
Engagements résultant de livraisons et prestations	39 328	14 158	47			53 533
Autres dettes	40 200	34 126	28 227	3 073		105 626
Total	79 528	48 546	56 637	13 325	128 148	326 184
Instruments financiers dérivés						
Achat de devises à terme	7 222	10 674	28 071	126 878		172 845
31 décembre 2009						
Dettes financières		1 094	1 049	28 914	20 285	51 342
Engagements résultant de livraisons et prestations	32 275	11 808	143			44 226
Autres dettes	21 944	29 969	27 667	3 048		82 628
Total	54 219	42 871	28 859	31 962	20 285	178 196
Instruments financiers dérivés						
Achat de devises à terme	3 725	7 588	30 854	123 805		165 972

2 COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE ROMANDE ENERGIE

.../ Annexe aux comptes consolidés

9 Informations sur les actifs et engagements financiers

Actifs financiers	Note	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		Disponibles à la vente		Prêts et créances		Total	
		2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
En milliers de CHF									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15					288 271	227 286	288 271	227 286
Titres, dépôts à terme et instruments financiers dérivés									
- obligations négociables	17	17 114	23 973					17 114	23 973
- dépôts à terme	17	90 000	20 000					90 000	20 000
Créances résultant de livraisons et prestations	18					116 784	146 409	116 784	146 409
Autres actifs courants									
- créances diverses	20					3 192	1 164	3 192	1 164
Autres immobilisations financières									
- participations financières diverses	25			10 320	9 656			10 320	9 656
- prêts aux sociétés associées	25					5 644	5 661	5 644	5 661
- prêts à des tiers	25					256	265	256	265
Total		107 114	43 973	10 320	9 656	414 147	380 785	531 581	434 414

Passifs financiers	Note	Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		Autres passifs financiers		Total	
		2010	2009	2010	2009	2010	2009
Engagements résultant de livraisons et prestations				53 533	44 555	53 533	44 555
Autres engagements à court terme							
- instruments financiers dérivés	26	23 652	5 433			23 652	5 433
- comptes courants partenaires				3 394	8 441	3 394	8 441
- engagements divers à court terme				67 783	40 191	67 783	40 191
Part à court terme des emprunts	27			25 262	262	25 262	262
Part à long terme des emprunts	27			116 030	41 675	116 030	41 675
Total		23 652	5 433	266 002	135 124	289 654	140 557

NOTE 6

Capital management

L'objectif principal du management du capital est de maintenir la capacité à lever des fonds pour garantir la continuité d'exploitation et pour maximiser la valeur d'entreprise.

Le Groupe surveille l'endettement au travers du « gearing » ratio, qui correspond à la dette nette divisée par le total des fonds propres.

Le Groupe se trouve en situation d'endettement net en raison notamment d'investissements importants et d'un placement de trésorerie à moyen terme pour un montant de CHF 90 millions.

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Dettes financières	141 292	41 937
Engagements résultant de livraisons et prestations et autres	159 159	126 854
./. Trésorerie et équivalents de trésorerie	(288 271)	(227 286)
Dettes/(Liquidités) nettes	12 180	(58 495)
Fonds propres	2 608 065	2 608 381
Total des fonds propres et (fortune) endettement net(te)	2 620 245	2 549 886
Gearing ratio	0.46%	n.s.

NOTE 7**Informations sectorielles**

La détermination des segments opérationnels est basée sur les Unités d'affaires qui font l'objet d'un reporting au niveau du comité de direction du Groupe.

Le Groupe est actuellement divisé en trois Unités d'affaires (UA) principales :

- Commercialisation
- Distribution
- Environnement

Ces trois Unités d'affaires sont gérées de manière distincte bien que traitant, toutes, d'activités liées à l'énergie. Il n'a pas été tenu compte de secteurs géographiques du fait que le Groupe est actif uniquement en Suisse.

L'Unité d'affaires Commercialisation est en charge de la vente de l'électricité, de prestations connexes (facturation, call-center) ainsi que de produits et services destinés à toute la gamme de la clientèle (audit énergétique, éclairage public). L'approvisionnement en électricité est assuré partiellement par le Groupe au travers de son Unité d'affaires Environnement. Le solde est acquis auprès de tiers par le biais de contrats à long terme ou auprès de la Bourse EEX pour les achats de couverture et le spot. La société Romande Energie Commerce SA, filiale du Groupe à 66.7% concentre la quasi-totalité des activités de cette Unité d'affaires.

L'Unité d'affaires Distribution a pour mission principale de garantir une fourniture d'électricité de qualité, conforme aux normes en vigueur. A cet effet lui sont dévolus l'entretien et le développement du réseau de distribution de l'électricité. La majeure partie des activités de cette Unité d'affaires est régulée. Ses revenus proviennent essentiellement de la rémunération de la mise à disposition du réseau, que ce soit au niveau des clients finaux ou au niveau des revendeurs. La loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI) édicte les modalités de cette rémunération.

L'Unité d'affaires Environnement a pour objectifs principaux la production d'énergie hydraulique, le développement et la production de nouvelles énergies renouvelables ainsi que le développement d'activités en lien avec l'efficacité énergétique.

Les transactions entre Unités d'affaires sont faites à un prix proche du prix du marché, sauf pour les activités dont les prix de transfert sont fixés dans la législation. Les mêmes normes comptables sont appliquées sur l'ensemble des Unités d'affaires du Groupe. Le Groupe exerce ses activités uniquement en Suisse et n'a pas de client représentant à lui seul plus de 10% de son chiffre d'affaires.

L'actif opérationnel de chaque Unité d'affaires est constitué principalement d'immobilisations corporelles, des créances résultant de livraisons et prestations et autres créances. Le passif opérationnel comprend principalement les fournisseurs et autres dettes.

Les charges regroupées sous Corporate se réfèrent aux frais en lien avec les activités du siège social du Groupe. Figurent également sous cette rubrique les produits et charges qui ne peuvent être appliqués spécifiquement à une Unité d'affaires. Les actifs et les passifs consistent en majeure partie en trésorerie et équivalents de trésorerie, en participations dans des sociétés associées, des passifs d'impôts différés et dettes financières.

Le reporting par segment est établi sur la base des comptes IFRS.

Reporting par secteur opérationnel pour 2010

<i>En milliers de CHF</i>	Commer- cialisation	Distribution	Environ- nement	Corporate	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net réalisé avec des tiers	302 334	254 044	10 633	10 100		577 111
Chiffre d'affaires net réalisé avec d'autres unités	23 318	3 922	35 640	34 931	(97 811)	-
Chiffre d'affaires net des Unités d'affaires	325 652	257 966	46 273	45 031	(97 811)	577 111
Achats d'énergie, matériel et prestations de tiers	(302 005)	(77 415)	(10 926)	(321)	50 673	(339 994)
Marge brute opérationnelle	23 647	180 551	35 347	44 710	(47 138)	237 117
Charges de personnel	(12 296)	(45 256)	(6 562)	(11 919)		(76 033)
Autres charges d'exploitation	(14 792)	(47 529)	(17 597)	(20 712)	47 138	(53 492)
EBITDA	(3 441)	87 766	11 188	12 079	-	107 592
Amortissements des immobilisations	-	(38 795)	(7 235)	(6 649)		(52 679)
Correction de valeur des immobilisations corporelles	-	-	(6 088)	-		(6 088)
Résultat opérationnel	(3 441)	48 971	(2 135)	5 430	-	48 825
Produits financiers						3 235
Charges financières						(28 285)
Part au résultat net des sociétés associées				65 738		65 738
Impôts				(5 519)		(5 519)
Résultat net				65 649		83 994
Actifs opérationnels	63 685	650 111	201 350	2 078 324		2 993 470
Actifs non attribuables à un segment						78 783
Total des actifs	63 685	650 111	201 350	2 078 324		3 072 253
Passifs opérationnels	77 158	58 525	19 848	3 628		159 159
Passifs non attribuables à un segment						295 735
Total des passifs	77 158	58 525	19 848	3 628		454 894
Investissements						
Immobilisations corporelles	-	57 603	42 500	10 028		110 131
Immobilisations incorporelles et goodwill				2 877		2 877
Total investissements	-	57 603	42 500	12 905		113 008

2 COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE ROMANDE ENERGIE

.../ Annexe aux comptes consolidés

Reporting par secteur opérationnel pour 2009

En milliers de CHF	Commer- cialisation	Distribution	Environ- nement	Corporate	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net réalisé avec des tiers	326 529	237 505	4 845	14 866		583 745
Chiffre d'affaires net réalisé avec d'autres unités	22 754	3 707	32 716	32 685	(91 862)	-
Chiffre d'affaires net des Unités d'affaires	349 283	241 212	37 561	47 551	(91 862)	583 745
Achats d'énergie, matériel et prestations de tiers	(328 686)	(73 558)	(6 373)	(1 561)	47 217	(362 961)
Marge brute opérationnelle	20 597	167 654	31 188	45 990	(44 645)	220 784
Charges de personnel	(12 897)	(45 941)	(3 028)	(16 947)		(78 813)
Autres charges d'exploitation	(14 017)	(42 570)	(11 749)	(19 357)	44 645	(43 048)
EBITDA	(6 317)	79 143	16 411	9 686	-	98 923
Amortissements des immobilisations	-	(34 730)	(5 597)	(5 122)		(45 449)
Correction de valeur des immobilisations incorporelles	-	-	-	(1 944)		(1 944)
Résultat opérationnel	(6 317)	44 413	10 814	2 620	-	51 530
Produits financiers						5 508
Charges financières						(3 585)
Part au résultat net des sociétés associées				675 163		675 163
Impôts				(15 579)		(15 579)
Résultat net				662 204		713 037
Actifs opérationnels	91 287	637 439	173 484	1 996 001		2 898 211
Actifs non attribuables à un segment						63 300
Total des actifs	91 287	637 439	173 484	1 996 001		2 961 511
Passifs opérationnels	41 153	82 700	3 008	3 380		130 241
Passifs non attribuables à un segment						205 218
Total des passifs	41 153	82 700	3 008	3 380		335 459
Investissements						
Immobilisations corporelles	51	76 872	41 398	11 024		129 345
Immobilisations incorporelles et goodwill				2 516		2 516
Total investissements	51	76 872	41 398	13 540		131 861

NOTE 8

Chiffre d'affaires net

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Chiffre d'affaires énergie	283 246	306 700
Chiffre d'affaires timbre de distribution	165 118	157 281
Finances d'équipement et participations de tiers	16 949	9 268
Taxes refacturées	56 839	52 360
Autres produits	38 072	38 077
Propres prestations activées	18 575	18 445
Variation du croir, pertes sur débiteurs et provisions contrats onéreux	(1 688)	1 614
Total du chiffre d'affaires net	577 111	583 745

NOTE 9

Achats d'énergie, matériel et prestations de tiers

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Achats d'énergie	266 913	289 873
Timbres HT, THT et services système	27 998	33 455
Concessions, redevances et taxes réseaux	34 673	32 269
Autres achats	10 410	7 364
Total des achats d'énergie, matériel et prestations de tiers	339 994	362 961

NOTE 10

Charges de personnel

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Salaires et traitements	65 223	64 714
Charges sociales et de prévoyance	7 445	11 639
Autres charges de personnel	3 365	2 460
Total du chiffre d'affaires net	76 033	78 813
Effectifs au 31 décembre, en équivalent plein temps	674	660

NOTE 11

Autres charges d'exploitation

En milliers de CHF	2010	2009
Charges diverses	55 794	44 258
Résultat net sur réalisation d'actifs immobilisés	(2 302)	(1 210)
Total des autres charges d'exploitation	53 492	43 048

NOTE 12

Résultat financier net

En milliers de CHF	2010	2009
Produits d'intérêts	863	1 587
Dividendes encaissés et produits sur titres	950	521
Gains sur ventes de titres	130	70
Gains de change	888	1 141
Variation de la juste valeur des instruments financiers	-	2 090
Produits financiers divers	404	99
Total des produits financiers	3 235	5 508
Intérêts sur emprunts, hypothèques et dettes bancaires	(2 792)	(1 604)
Pertes de change	(2 747)	(1 278)
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(22 098)	-
Pertes sur titres	(486)	(346)
Frais financiers divers	(162)	(357)
Total des charges financières	(28 285)	(3 585)
Résultat financier net	(25 050)	1 923

NOTE 13

Impôt sur le bénéfice et impôts différés

Impôt sur le bénéfice

En milliers de CHF	2010	2009
Bénéfice avant impôts	89 513	728 616
Charges pour impôts courants sur le résultat	8 769	14 107
(Produits)/Charges pour impôts différés	(3 250)	1 472
Total des charges pour impôts sur le bénéfice	5 519	15 579

Analyse du taux d'imposition

Les principales divergences entre le taux moyen pondéré et le taux d'imposition effectif se présentent de la manière suivante :

Taux d'imposition moyen pondéré applicable (en %)	23.20	23.20
Effets des sociétés mises en équivalence (en %)	-16.83	-21.29
Effets dus aux exercices antérieurs et autres (en %)	-0.20	0.23
Taux d'imposition effectif	6.17	2.14

De par la réduction fiscale sur les revenus de participations, ceux-ci n'ont quasiment pas d'impact sur les impôts de la société holding.

Le taux moyen pondéré est calculé chaque année sur la base du taux applicable à chaque société.

Impôts différés

En milliers de CHF	Immobilisations corporelles	Participations	Autres actifs, provisions et comptes de régularisation	Total
Solde au 1^{er} janvier 2010	124 363	14 113	11 347	149 823
Comptabilisés au compte de résultat	(2 686)	(3 293)	2 729	(3 250)
Comptabilisés aux autres éléments du compte de résultat		52		52
Solde net d'impôts différés au 31 décembre 2010	121 677	10 872	14 076	146 625
Solde au 1^{er} janvier 2009	118 480	14 141	15 685	148 306
Comptabilisés au compte de résultat	5 821			5 821
Comptabilisés aux autres éléments du compte de résultat		(28)	(4 349)	(4 377)
Impact du regroupement d'entreprises	62		11	73
Solde net d'impôts différés au 31 décembre 2009	124 363	14 113	11 347	149 823

NOTE 14**Bénéfice par action**

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribué aux actionnaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice et qui exclut le nombre moyen d'actions propres détenues par le Groupe.

	2010	2009
Bénéfice par action		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	1 099 944	1 100 826
Résultat attribuable aux actionnaires de Romande Energie Holding SA (en milliers de CHF)	88 364	715 414
Résultat par action (en CHF)	80.33	649.89

Il n'existe aucun élément conduisant à une dilution du bénéfice.

NOTE 15**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Liquidités sur comptes courants bancaires et caisses	168 271	109 716
Dépôts à court terme	120 000	117 570
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	288 271	227 286

Les liquidités sur comptes courants bancaires sont rémunérées sur la base de taux d'intérêts variables. Les dépôts à court terme sont conclus pour des périodes variables comprises entre un jour et trois mois en fonction des besoins immédiats de

trésorerie du Groupe. La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie est égale à la valeur comptable tant au 31 décembre 2010 qu'au 31 décembre 2009.

NOTE 16**Variation de l'actif circulant et autres flux de trésorerie des activités opérationnelles**

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Variation des créances résultant de livraisons et prestations	29 796	25 520
Variation des engagements résultant de livraisons et prestations	9 760	2 258
Variation d'autres actifs courants, d'autres passifs courants et d'autres éléments des activités opérationnelles	(1 505)	(12 909)
Variation de l'actif circulant et autres flux de trésorerie des activités opérationnelles	38 051	14 869

NOTE 17

Titres, dépôts à terme et instruments financiers dérivés

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Obligations négociables	17 114	23 973
Total titres de placement	17 114	23 973
Dépôts à terme avec échéance supérieure à 90 jours	90 000	20 000
Total titres de placement, dépôts à terme et instruments financiers dérivés	107 114	43 973

Le tableau ci-après donne une analyse des instruments financiers, comptabilisés à leur juste valeur, classés par niveau, en fonction du degré de subjectivité relatif aux critères utilisés pour déterminer cette juste valeur.

- Niveau 1 : La juste valeur correspond aux prix cotés sur un marché actif.

- Niveau 2 : La juste valeur est déterminée selon des indications autres que les prix cotés décrits selon degré 1. Ces indications sont obtenues principalement par des données observables sur le marché ou par d'autres moyens.

- Niveau 3 : La juste valeur correspond à une évaluation technique qui comprend des éléments qui ne sont pas basés sur des données marché observables.

	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Obligations négociables	17 114	23 973					17 114	23 973
supérieure à	17 114	23 973					17 114	23 973
Dépôts à terme avec échéance supérieure à 90 jours			90 000	20 000			90 000	20 000
Total titres de placement, dépôts à terme et instruments financiers dérivés	17 114	23 973	90 000	20 000	-	-	107 114	43 973

NOTE 18

Créances résultant de livraisons et prestations

En milliers de CHF	2010	2009
Créances résultant de livraisons et prestations	124 839	121 894
Acomptes/Energie et timbre livrés non facturés	(5 310)	27 131
Total des créances résultant de livraisons et prestations, brut	119 529	149 025
Provision pour créances douteuses	(2 745)	(2 616)
Total des créances résultant de livraisons et prestations, net	116 784	146 409

Au 31 décembre 2010, des créances pour un montant de kCHF 3'638 (2009 : kCHF 3'347) ont fait l'objet de corrections de valeur. Le montant de la provision relative à ce poste est de kCHF 2'745 au 31 décembre 2010 (2009 : kCHF 2'616). La correction de valeur

effectuée sur les postes individuels concerne des clients auprès desquels un encaissement est hautement improbable en raison de leur situation économique défavorable.

Créances provisionnées individuellement	435	423
Créances provisionnées globalement	3 203	2 924
	3 638	3 347

Mouvement de la provision pour créances douteuses

Solde au 1^{er} janvier	(2 616)	(2 214)
Dotation à la provision pour créances douteuses	(1 515)	(975)
Utilisation de la provision pour créances douteuses	1 386	573
Solde au 31 décembre	(2 745)	(2 616)

Risque de crédit

Le tableau ci après indique la mesure du risque de crédit compris dans le poste "créances résultant de livraisons et prestations"

Créances n'étant ni échues, ni provisionnées	112 321	141 690
Créances échues mais n'ayant pas fait l'objet d'une correction de valeur		
- Compris entre 30 et 60 jours	2 049	1 539
- Compris entre 60 et 90 jours	634	1 361
- Compris entre 90 et 120 jours	312	426
- Compris entre 120 et 180 jours	575	662
Total	3 570	3 988
Créances ayant fait l'objet de provisions	3 638	3 347
Total des créances	119 529	149 025

NOTE 19

Immeubles destinés à la vente

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Solde au 1 ^{er} janvier	1 169	1 172
Vente	(1 169)	(3)
Total des immeubles destinés à la vente	-	1 169

NOTE 20

Autres actifs courants

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Charges payées d'avance et produits à recevoir	9 296	9 164
Créances diverses et actifs circulants divers	3 192	1 164
Impôts préalables, impôts anticipés et autres impôts récupérables	1 272	1 883
Total des autres actifs courants	13 760	12 211

NOTE 21
Immobilisations corporelles

<i>En milliers de CHF</i>	Terrains et bâtiments	Installations de production d'énergie	Installations de distribution d'énergie	Autres immo- bilisations corporelles	Constructions en cours	Total
2010						
Coûts d'acquisition						
1^{er} janvier	98 016	260 329	1 162 342	72 882	112 886	1 706 455
Acquisitions - transferts	255	88 169	66 636	3 622	38 088	196 770
Désinvestissements - transferts	(56)		(9 909)	(8 529)	(93 401)	(111 895)
31 décembre	98 215	348 498	1 219 069	67 975	57 573	1 791 330
Amortissements cumulés						
1^{er} janvier	56 029	152 158	625 938	50 618		884 743
Amortissements de l'exercice	2 575	6 660	38 795	4 251		52 281
Correction de valeurs		6 088				6 088
Désinvestissements - transferts			(10 264)	(4 471)		(14 735)
31 décembre	58 604	164 906	654 469	50 398		928 377
Valeurs nettes au 31 décembre	39 611	183 592	564 600	17 577	57 573	862 953
2009						
Coûts d'acquisition						
1^{er} janvier	97 869	258 748	1 118 339	64 160	51 963	1 591 079
Acquisitions - transferts	147	1 581	57 200	8 495	72 996	140 419
Variation de périmètre				1 761		1 761
Désinvestissements - transferts			(13 197)	(1 534)	(12 073)	(26 804)
31 décembre	98 016	260 329	1 162 342	72 882	112 886	1 706 455
Amortissements cumulés						
1^{er} janvier	53 182	146 618	601 660	48 150		849 610
Amortissements de l'exercice	2 847	5 540	33 295	3 614	-	45 296
Désinvestissements - transferts			(9 017)	(1 146)	-	(10 163)
31 décembre	56 029	152 158	625 938	50 618	-	884 743
Valeurs nettes au 31 décembre	41 987	108 171	536 404	22 264	112 886	821 712

En 2010, le Groupe a achevé la construction d'une usine de production d'électricité et de pellets à partir de sous-produits du bois. En raison de difficultés techniques, les coûts de construction ont été sensiblement plus élevés que prévu. Ce qui compte tenu des rendements attendus sur ce genre d'ouvrage a amené le Groupe à constater qu'une correction de valeur de CHF 6.1 millions était nécessaire. Cette correction de valeur est attribuée à l'Unité d'affaires Environnement, Unité à laquelle appartient cette usine de production.

La correction de valeur a été estimée sur la base des flux futurs de trésorerie planifiés sur la durée de vie de l'ouvrage, soit 20 ans. Le Groupe a retenu un taux d'actualisation de 5%, taux utilisé pour tous les projets en lien avec les énergies renouvelables.

La principale incertitude réside dans la possibilité d'obtenir la reprise à prix coûtant (RPC) de l'énergie. En effet, la RPC permettrait d'obtenir une reprise de l'énergie à un prix garantissant la rentabilité future de l'ouvrage pour une durée de 20 ans. Une décision devrait tomber au cours du 2ème semestre 2011. Si la RPC ne devait pas être obtenue, une nouvelle correction de valeur devrait très probablement être effectuée. Le Groupe s'est engagé à acquérir en 2011 un réseau de distribution électrique pour un montant de CHF 17 millions.

NOTE 22

Immeubles de placement

En milliers de CHF

	2010	2009
Coûts d'acquisition		
1^{er} janvier	2 260	1 791
Acquisitions - transferts	353	469
Solde au 31 décembre	2 613	2 260
Amortissements cumulés		
1^{er} janvier	1 035	476
Amortissements de l'exercice	95	90
Désinvestissements - transferts	-	469
Solde au 31 décembre	1 130	1 035
Valeurs nettes au 31 décembre	1 483	1 225

Les immeubles de placement sont évalués selon la méthode du coût.

Leur valeur estimée à CHF 1.7 million par le Groupe est inchangée par rapport à l'année précédente. Cette estimation s'appuie sur des indications du marché pour des objets similaires. Il n'y a pas eu d'évaluation reposant sur une expertise réalisée par un professionnel de l'immobilier. Les revenus

locatifs des immeubles de placement se montent à CHF 0.2 million et les charges directes correspondantes s'élèvent à CHF 0.2 million, les chiffres comparatifs 2009 étaient identiques. Il n'y a pas d'engagements significatifs non réalisables sur les investissements immobiliers.

NOTE 23
Immobilisations incorporelles

<i>En milliers de CHF</i>	Goodwill	Autres immobilisations incorporelles	Total
2010			
Coûts d'acquisition			
1^{er} janvier	19 046	896	19 942
Acquisitions - transferts		13 029	13 029
31 décembre	19 046	13 925	32 971
Amortissements cumulés			
1^{er} janvier	1 944	114	2 058
Amortissements de l'exercice		303	303
Transferts		3 045	3 045
31 décembre	1 944	3 462	5 406
Valeurs nettes au 31 décembre	17 102	10 463	27 565
2009			
Coûts d'acquisition			
1^{er} janvier	17 255	896	18 151
Acquisitions	2 516		2 516
Sorties	(725)		(725)
31 décembre	19 046	896	19 942
Amortissements cumulés			
1^{er} janvier	-	51	51
Amortissements de l'exercice		63	63
Correction de valeur	1 944		1 944
31 décembre	1 944	114	2 058
Valeurs nettes au 31 décembre	17 102	782	17 884

Le goodwill résultant de l'acquisition en 2008 de 33.3% des actions SEVM, acquisition donnant au Groupe la totalité du capital de cette société, constitue la plus grande partie du poste goodwill (CHF 13.3 millions). La valeur recouvrable est déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Le calcul prend en compte les flux de trésorerie futurs découlant des avantages reçus suite au rachat de ces actions. Ce rachat a permis de

supprimer des charges en lien avec des concessions de distribution de l'électricité. Les flux de trésorerie ont été projetés jusqu'en 2028, année de la fin des concessions. Le taux d'actualisation utilisé est de 7%, aucun facteur de croissance n'a été appliqué, les flux étant constants jusqu'en 2028.

La valeur recouvrable ainsi déterminée est supérieure à la valeur comptable.

NOTE 24

Participations dans des sociétés associées

Le Groupe détient les participations significatives suivantes dans des sociétés associées intégrées dans le périmètre de consolidation par la méthode de mise en équivalence :

<i>En milliers de CHF</i>	Valeur au bilan		Effet sur le compte de résultat	
	2010	2009	2010	2009
EOS Holding SA	1 531 454	1 577 742	60 861	669 292
FMHL SA	29 763	29 735	520	520
FMA SA	8 767	7 839	490	471
SITEL SA	16 287	15 709	3 478	3 340
SEFA SA	15 071	14 343	733	819
Divers	10 133	10 993	(344)	721
Total	1 611 475	1 656 361	65 738	675 163

Le tableau ci-dessous illustre de manière résumée la situation agrégée des sociétés associées :

Part dans les revenus des sociétés associées

Chiffre d'affaires net, agrégé	150 098	147 686
Bénéfice net, agrégé	226 375	2 347 183
Part au résultat net des sociétés associées	65 738	675 163

Part dans les bilans des sociétés associées

Actifs courants	553 314	491 474
Actifs non courants	5 191 079	5 402 249
Passifs courants	(58 254)	(56 346)
Passifs non courants	(130 606)	(124 175)
Actifs nets, agrégés	5 555 533	5 713 202
Part aux capitaux propres des sociétés associées	1 611 475	1 656 361

Les états financiers des sociétés associées établis selon d'autres normes que celles du Groupe sont ajustés pour les rendre comparables.

NOTE 25

Autres immobilisations financières

En milliers de CHF	2010	2009
Participations financières diverses - titres disponibles à la vente	10 320	9 656
Prêts aux sociétés associées	5 644	5 661
Prêts à des tiers	256	265
Total des autres immobilisations financières	16 220	15 582

Participations financières diverses

Les participations financières sont évaluées à leur juste valeur. Pour les sociétés non cotées et pour lesquelles nous ne possédons pas d'évaluation récente, la juste valeur est déterminée sur la base de l'EBITDA auquel est appliqué un facteur multiplicateur correspondant aux normes de leur secteur d'activité. Pour 2010, un ajustement de valeur de CHF 0.66 million a été enregistré par le biais des fonds propres.

Prêts aux sociétés associées

Cette position comprend une créance contre la société FMS dont le taux est de 3%, ainsi qu'une créance de CHF 0.8 million contre la société Spontis. Les prêts sont évalués selon la méthode du coût amorti.

NOTE 26

Autres engagements à court terme

En milliers de CHF	2010	2009
Comptes de régulation passifs	42 042	33 115
Salaires et autres charges sociales dus	11 395	9 614
Instruments financiers dérivés	23 652	5 433
Avances reçues	6 021	5 408
Comptes courants partenaires	3 394	8 441
Ristournes et taxes à payer aux communes	11 273	12 388
Solde à payer sur acquisitions	-	620
Dépôts de garantie	3 073	3 048
Divers	4 776	4 561
Total des autres engagements à court terme	105 626	82 628

Les instruments financiers dérivés correspondent à l'évaluation des contrats de change à terme et des swaps d'intérêts. La baisse sensible de l'Euro face au franc suisse a conduit à la comptabilisation d'un passif.

	Montants des contrats		Juste valeur positive		Juste valeur négative	
En milliers de CHF	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Contrats de change à terme	172 844	165 972			23 652	3 170
Contrats de Swap d'intérêts	-	30 000			-	2 263
Total des instruments financiers dérivés	172 844	195 972	-	-	23 652	5 433

NOTE 27

Emprunts

En milliers de CHF

	2010	2009
Dettes auprès des banques et autres établissements financiers	138 000	38 000
Emprunts auprès de sociétés associées	-	333
Autres engagements financiers à long terme	3 292	3 604
Total des emprunts	141 292	41 937
Part à court terme des emprunts à long terme	(25 262)	(262)
Total des emprunts à long terme	116 030	41 675

L'exposition du Groupe aux risques de changement de taux et de renouvellement des emprunts à la date de clôture est la suivante :

Inférieure à 6 mois	25 262	262
Comprise entre 6 mois et 1 année	-	333
Comprise entre 1 année et 5 années	1 048	26 048
Plus de 5 années	114 982	15 924
Total des emprunts	141 292	42 567

Limites de crédits

Crédits utilisés/garanties émises	23 663	5 567
Crédits non utilisés	43 537	61 633
Total des limites de crédits	67 200	67 200

Les emprunts ont des échéances fixes sans possibilité de remboursement anticipé.

Les dettes financières contractées auprès des établissements bancaires le sont aux conditions du marché. Le taux moyen des emprunts est de 2.44% en 2010 (2009 : 4.03%).

NOTE 28
Engagement de prévoyance

Les engagements ainsi que les capitaux y relatifs sont revus chaque année par des actuaires indépendants. La situation financière du plan de prévoyance est résumée ci-dessous :

En milliers de CHF

La situation du plan de prévoyance se présente comme suit :

Engagement de prévoyance

	2010	2009
Début d'exercice	438 618	438 529
Prestations de prévoyance acquises, après cotisations des employés	7 473	7 383
Intérêts sur engagements de prévoyance futurs	12 811	12 817
Cotisations des employés	3 818	3 770
Prestations versées	(23 887)	(23 122)
(Gains)/pertes actuariel(le)s	(23 258)	(759)
Engagements de prévoyance en fin d'exercice	415 575	438 618

Actifs du plan de prévoyance à la valeur de marché

Début d'exercice	418 305	378 943
Cotisations de l'employeur	6 918	16 830
Cotisations des employés	3 818	3 770
Prestations versées	(23 887)	(23 122)
Rendement attendu sur la fortune de prévoyance	20 603	
(Pertes)/gains	(13 031)	
Rendement de la fortune	7 572	41 884
Actifs du plan de prévoyance à la valeur du marché en fin d'exercice	412 726	418 305
Situation financière	2 849	20 313
Pertes actuarielles non comptabilisées	(27 785)	(38 012)
Montant reconnu au bilan	(24 936)	(17 699)

En milliers de CHF

La variation de l'actif net et des montants se trouvant au bilan se compose comme suit :

	2010	2009
Solde au 1^{er} janvier	(17 699)	(3 811)
Cotisations de l'employeur	(6 918)	(16 830)
(Produits) /charges nettes comptabilisées durant l'exercice dans les charges de personnel	(319)	2 942
Actif net au 31 décembre	(24 936)	(17 699)

Ci-dessous, le résumé des montants enregistrés dans les comptes annuels du Groupe en relation avec le plan de prévoyance à régime de prestations prédéfinies :

Prestations de prévoyance acquises, après cotisations des employés	7 473	7 383
Intérêts sur engagements de prévoyance futurs	12 811	12 817
Perte nette	-	1 384
Rendement attendu sur la fortune de prévoyance	(20 603)	(18 642)
Total des (produits)/charges nettes de prévoyance reconnues dans le compte de résultat	(319)	2 942

En %

Les hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des charges et produits en 2010 et 2009 sont les suivantes :

Taux d'actualisation	3.00	3.00
Indexation des salaires	2.50	2.50
Taux de rendement de la fortune	4.00	5.00
Taux d'inflation	1.50	1.50
Taux d'adaptation des rentes	0.00	0.50

Répartition de la fortune entre les différentes classes d'actifs

Liquidités et autres	3.94	3.67
Obligations	35.26	34.04
Actions	32.31	39.36
Hedge funds	5.99	2.13
Matières premières	3.79	3.11
Immobilier suisse	18.71	17.69
Total	100.00	100.00

2 COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE ROMANDE ENERGIE

.../ Annexe aux comptes consolidés

Rendement effectif de la fortune pendant l'exercice

Rendement effectif de la fortune	7 572	41 884
Taux de rendement de la fortune	1.32%	11.42%

En milliers de CHF

	2010	2009	2008	2007
Historique de la situation financière au 31.12				
Engagements	415 575	438 618	438 529	425 252
Fortune	(412 726)	(418 305)	(378 943)	(465 504)
Situation financière	2 849	20 313	59 586	(40 252)
Gains/(pertes) non reconnu(e)s	(27 785)	(38 012)	(63 397)	6 228
Actifs non reconnus selon IAS 19.58b	-	-	-	32 670
Passif/(actif) reconnu au 31.12	(24 936)	(17 699)	(3 811)	(1 354)

La détermination du taux de rendement attendu repose sur l'objectif de rendement du plan de pensions du Groupe résultant de la stratégie de placement définie dans son règlement de placements. Cette stratégie a été établie par le Conseil de

fondation, sur la base d'une étude de congruence entre les actifs et passifs de la Caisse. Les contributions de l'employeur attendues pour l'exercice 2011 sont estimées à CHF 1.6 million.

NOTE 29

Provisions

En milliers de CHF

	OIBT	Contrats onéreux	Total
2010			
Solde au 1^{er} janvier	5 973	-	5 973
Dotations	2 186	1 269	3 455
Effets d'actualisation	(201)	(156)	(357)
Utilisations	(1 253)	-	(1 253)
Solde au 31 décembre	6 705	1 113	7 818
Part à court terme des provisions	(1 448)	(587)	(2 035)
Total des provisions à long terme	5 257	526	5 783
2009			
Solde au 1^{er} janvier	6 142	-	6 142
Evaluation annuelle de la provision	343	-	343
Dotations	-	-	-
Effets d'actualisation	258	-	258
Utilisations	(770)	-	(770)
Solde au 31 décembre	5 973	-	5 973
Part à court terme des provisions	(1 057)	-	(1 057)
Total des provisions à long terme	4 916	-	4 916

Provision OIBT

Le Groupe a constitué une provision pour faire face aux coûts engendrés par l'ordonnance sur les installations à basse tension (OIBT). Celle-ci est entrée en vigueur en 2002. Elle prescrit que les contrôles qui auraient dû être effectués avant son entrée en vigueur sont à faire maintenant aux frais des exploitants de réseaux. Les dispositions transitoires de l'OIBT fixent un délai pour rattraper les contrôles en retard et prévoient en effet de

faire payer aux exploitants de réseaux les contrôles qui n'auraient pas été réalisés dans les délais. Cette provision est revue chaque année en fonction des contrôles restant à effectuer. Une dotation supplémentaire a dû être effectuée suite à la réévaluation du temps de travail nécessaire à la réalisation des contrôles. La provision devrait être utilisée en totalité d'ici 2015.

Provision pour contrats onéreux

En 2010, le Groupe a conclu plusieurs contrats avec des clients ayant demandé leur éligibilité. Sur l'ensemble des contrats signés, un certain nombre sont considérés comme déficitaires. Les coûts nécessaires pour honorer ces contrats sont supérieurs aux revenus en découlant.

Le Groupe ayant déjà couvert les quantités d'énergie nécessaires

à l'exécution de ces contrats, la provision peut ainsi être estimée de manière fiable. Cette provision a été calculée sur la base des flux de trésorerie sur la durée de chaque contrat. Le taux d'actualisation utilisé pour ce genre d'opération est de 7.9%. Le Groupe s'attend à éteindre cette provision d'ici 2013.

NOTE 30

Capital-actions et réserves

Capital-actions

Au 31 décembre 2010, le capital-actions émis était constitué de 1'140'000 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de CHF 25.- chacune. Le montant prévu pour la distribution de dividendes se base sur le montant de la rubrique « bénéfice au bilan » de la société mère, Romande Energie Holding SA. Il est déterminé conformément aux prescriptions du Code suisse des obligations. Les fonds propres consolidés comprennent des réserves légales de CHF 61.5 millions (2009 : CHF 56.7 millions), qui ne sont pas distribuables.

Il existe une convention entre le canton de Vaud, des communes

vaudoises et la Banque Cantonale Vaudoise. Cette convention prévoit un droit de préemption réciproque en cas de vente des actions détenues par l'une ou l'autre de ces parties. Au 31 décembre 2010, les parties prenantes à cette convention détiennent ensemble 53.48% du capital-actions.

L'assemblée générale du 21 mai 2010 a décidé de renouveler le capital autorisé de maximum 405'000 actions au porteur d'une valeur nominale de CHF 25.- chacune, autorisation valable 2 ans. Au 31 décembre 2010, aucune des actions constituant le capital autorisé n'avait été émise.

En %	2010	2009
Etat de Vaud	38.6	38.6
Les communes vaudoises	14.1	14.2
Alpiq	10.5	10.4
Groupe E	5.8	5.8
BKW FMB Energie SA	5.0	5.0
Banque Cantonale Vaudoise	3.5	3.6
Actions propres	3.7	3.4
Public	19.0	19.0

Autres réserves

Les autres réserves d'un montant de CHF 425.8 millions comprennent notamment l'ajustement de valeur des titres Alpiq dans les comptes d'EOS Holding SA pour un montant de CHF 445 millions. Elles incluent aussi un ajustement à la juste valeur

des actifs financiers disponibles à la vente (voir la note 25) et la part des ajustements de valeur comptabilisés dans les fonds propres des sociétés associées.

NOTE 31

Actions en circulation

	2010	2009
Nombre total d'actions	1 140 000	1 140 000
Actions propres détenues par le Groupe	(42 174)	(39 174)
Actions en circulation	1 097 826	1 100 826

Le 15 septembre 2010, le Groupe a acquis 3'000 propres actions pour un montant de CHF 4.6 millions.

NOTE 32

Transactions et soldes avec les parties liées

En milliers de CHF		Ventes aux parties liées	Achats aux parties liées	Montants dus par les parties liées	Montants dus aux parties liées
Parties liées					
Entités avec influence notable sur le Groupe	2010	2 429	9 286	421	4 009
	2009	2 348	9 579	559	6 039
Sociétés associées	2010	3 153	18 597	942	904
	2009	904	22 368	710	506
Principaux dirigeants	2010	1 467	263 512	3 051	20 003
	2009	1 333	301 328	3 817	17 965

Les taxes et impôts versés au canton de Vaud ont été exclus de l'information relative aux parties liées.

Sont considérées comme entités avec influence notable, les actionnaires qui possèdent 20% et plus du capital-actions de la société mère Romande Energie Holding SA.

Les transactions réalisées avec des parties liées sont effectuées au prix du marché.

NOTE 33

Rémunérations de la direction et du conseil d'administration

En milliers de CHF	2010	2009
Salaires fixes de la direction octroyés au cours de l'exercice	1 390	1 270
Part variable de la direction	861	732
Frais de représentation	101	96
Charges sociales de la direction	458	439
Total rémunération de la direction	2 810	2 537
Indemnités	617	573
Charges sociales	39	33
Total rémunération du conseil d'administration	656	606

La direction est composée de 6 membres (2009 : 6 membres)

Le conseil d'administration est composé de 11 membres (2009 : 11 membres)

NOTE 34

Autres engagements futurs, engagements conditionnels et actifs éventuels

En milliers de CHF	2010	2009
Engagements futurs sur contrats de location	87	88

Dans le cadre de son activité, Romande Energie a conclu divers engagements à long terme, d'approvisionnement et de vente d'énergie.

Droit d'achat

Dans le cadre des conventions avec EOS, le Groupe a la possibilité, depuis le 1er octobre 2007 et jusqu'au 31 décembre 2030, de s'approvisionner en électricité auprès d'EOS, pour des quantités prédéfinies inférieures à 20% de sa consommation annuelle, à un prix équivalent au coût moyen de production d'EOS. La différence cumulée au fil des années entre le prix de vente moyen d'EOS et son coût moyen de production sur les quantités prélevées ne peut excéder un plafond mutuellement convenu. Cette possibilité d'approvisionnement est considérée comme un droit d'achat qui ne naît qu'au moment de l'exercice

du droit et qui s'éteint uniquement par la livraison physique d'électricité. Il s'agit dès lors d'un droit futur d'achat d'énergie dont l'exercice dépend des conditions du marché au moment où le droit s'exerce. Ce droit est pris en compte dans les états financiers du Groupe au moment de son exercice. Pour l'exercice 2010, ce droit représente un montant de CHF 21 millions (2009 : CHF 36 millions). La valeur du droit exercé est portée en diminution des frais d'achat d'énergie. Compte tenu de l'évolution des prix du marché de l'électricité, le Groupe s'attend à ralentir l'usage de ce droit au cours des prochains exercices.

Garantie

La société a émis une garantie de euro 19.7 millions en faveur d'un fournisseur d'équipements de production d'électricité afin

de couvrir les paiements convenus contractuellement entre sa filiale Romande Energie Renouvelable SA et le fournisseur.

NOTE 35

Evénements postérieurs à la clôture

Les comptes consolidés 2010 du Groupe Romande Energie ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 24 mars 2011. Un dividende de CHF 25.- par action sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires. En cas

de validation de cette proposition, le montant total des dividendes versés s'élèverait à environ CHF 27.4 millions, en prenant en compte les actions propres détenues par le Groupe.

NOTE 36

Filiales et sociétés associées

	Activités principales	Capital-actions CHF '000	Participations en %	
			2010	2009
Filiales				
Romande Energie SA, Montreux	E	36 150	100	100
Société électrique Vevey-Montreux SA, Montreux	E	39 000	100	100
Société Electrique du Bas-Valais SA (SEBV), Vouvry	E	15 000	65	65
Romande Energie Commerce SA, Morges	E	15 221	67	67
Société des Forces Motrices du Grand-St-Bernard SA, Bourg-St-Pierre	E	10 000	75	75
Romande Energie Renouvelable SA, Morges	E	2 500	100	100
Enerbois SA, Rueyres	E	2 000	50	50
Effitec SA, Morges	I	200	100	100
Société électrique de Champéry - Val-d'Ille SA, Champéry	E	500	100	100
TECFOR SA, Troistorrens	N	560	100	100
HC SA, Fribourg	N	100	100	100
Sociétés associées				
EOS Holding SA, Lausanne	D	324 000	29	29
Forces motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL), Château-d'Oex	E	30 000	41	41
Forces Motrices de l'Avançon, Bex	E	7 095	28	26
Forces Motrices de Sembrancher (FMS) SA, Sembrancher	E	6 000	21	21
Société Electrique des Forces de l'Aubonne SA, Aubonne	E	5 000	37	37
Sitel SA, Morges	N	20 850	33	33
Cisel Informatique SA, Matran	N	1 200	40	40
neo technologies SA, Lausanne	N	2 000	49	49
Spontis SA, Granges-Paccot	N	100	23	23
Eneftch Innovation SA, Ecublens	E	250	34	34
Energie Solaire SA, Sierre	N	1 600	34	34
St-Gingolph Energia SA, St-Gingolph	E	100	25	25

Activités principales :

- E) Production, distribution et vente d'énergie
- N) Autres

- D) Détentions de participations
- I) Contrôle d'installations



Ernst & Young SA
Place Chauderon 18
Case postale
CH-1002 Lausanne

Téléphone +41 58 286 51 11
Téléfax +41 58 286 51 01
www.ey.com/ch

A l'Assemblée générale de
Romande Energie Holding SA, Morges

Lausanne, le 25 mars 2011

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Romande Energie Holding SA, comprenant le compte de résultat global, le bilan, le tableau des flux de trésorerie, le tableau de variation des capitaux propres et l'annexe (pages 6 à 44) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses ainsi qu'aux International Standards on Auditing. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.



Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les International Financial Reporting Standards IFRS, et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA

Serge Clément
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)

Christelle Sierro Fardel
Experte-réviseur agréée

Comptes annuels de Romande Energie Holding SA

Compte de résultat

au 31 décembre 2010

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Produits		
Loyers et produits divers	2 558	2 625
Produits financiers	185 356	91 618
Total des produits	187 914	94 243
Charges opérationnelles		
Frais d'exploitation	(458)	(461)
Frais généraux d'administration	(1 462)	(1 212)
Amortissements et dotations aux provisions	(12 781)	(781)
Abandons et provisions sur créances	(19 867)	-
Charges financières	(25 050)	(3 438)
Résultat avant impôts	128 296	88 351
Impôts sur le bénéfice	(255)	(353)
Bénéfice net de l'exercice	128 041	87 998

Bilan

au 31 décembre 2010

En milliers de CHF

	31.12.10	31.12.09
ACTIFS		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	271 837	215 717
Titres, dépôts à terme et instruments financiers dérivés	111 994	42 562
Comptes courants avec les sociétés apparentées	82 591	28 618
Impôts courants	343	497
Autres actifs courants	3 195	2 012
Total des actifs courants	469 960	289 406
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	14 341	15 122
Immobilisations financières	186 601	189 250
Prêts aux sociétés apparentées	65 941	15 860
Total des actifs non courants	266 883	220 232
Total des actifs	736 843	509 638
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Engagements résultant de livraisons et prestations	1 276	80
Comptes courants avec les sociétés apparentées	11 408	6 977
Autres engagements à court terme	44 176	2 412
Provisions à court terme	12 000	-
Total des passifs courants	68 860	9 469
Passifs non courants		
Emprunts à long terme	100 000	25 000
Provisions à long terme	2 800	2 800
Total des passifs non courants	102 800	27 800
Total des passifs	171 660	37 269
Capital-actions et réserves		
Capital-actions	28 500	28 500
Réserve générale	5 859	5 859
Réserve pour actions propres	19 849	15 268
Total du capital actions et réserves	54 208	49 627
Bénéfice au bilan		
Report de l'exercice précédent	382 934	334 744
Bénéfice net de l'exercice	128 041	87 998
Bénéfice au bilan	510 975	422 742
Total des capitaux propres	565 183	472 369
Total des passifs et des capitaux propres	736 843	509 638

NOTE 1

Principales participations

	But	Capital-actions CHF '000	Participations en % 2010	2009
Romande Energie SA, Montreux	1)	36 150	100	100
Société électrique Vevey-Montreux SA, Montreux	1)	39 000	100	100
Société Electrique du Bas-Valais SA (SEBV), Vouvry	1)	15 000	65	65
Romande Energie Commerce SA, Morges	1)	15 221	57	57
Romande Energie Renouvelable SA, Morges	1)	2 500	100	100
Forces Motrices de Sembrancher (FMS) SA, Sembrancher	1)	6 000	21	21
Société Electrique des Forces de l'Aubonne SA, Aubonne	1)	5 000	37	37
Sitel SA, Morges	2)	20 850	33	33
Cisel Informatique SA, Matran	2)	1 200	40	40
neo technologies SA, Lausanne	2)	2 000	49	49

Activités principales :

1) Production, distribution et vente d'énergie

2) Autres

NOTE 2

Emprunts

En milliers de CHF	Taux	Durée	Echéance	2010	2009
Crédit Suisse	4.375%	2001-2011	28.03.2011	25 000	25 000
AVS	2.120%	2010-2020	07.07.2020	50 000	-
AVS	2.120%	2010-2020	07.07.2020	50 000	-
Total des emprunts				125 000	25 000

NOTE 3

Actions propres

En milliers de CHF	2010		2009	
	Nombre d'actions	CHF '000	Nombre d'actions	CHF '000
Titres détenus par Romande Energie Holding SA				
Etat au début de l'exercice	9 765	1 572	9 765	1 572
Acquisition	3 000	4 581		
Etat au 31 décembre	12 765	6 153	9 765	1 572
Titres détenus par Romande Energie SA				
Etat au début de l'exercice (sans mouvement)	29 409	13 696	29 409	13 696
Total actions propres	42 174	19 849	39 174	15 268

NOTE 4**Capital autorisé**

CHF 10.125 millions par émission d'au maximum 405'000 actions nominatives d'une valeur de CHF 25.- chacune, jusqu'au 21 mai 2012.

NOTE 5**Actionnaires importants**

<i>En %</i>	2010	2009
Etat de Vaud	38.6	38.6
Les communes vaudoises	14.1	14.2
Alpiq	10.5	10.4
Groupe E	5.8	5.8
BKW FMB Energie SA	5.0	5.0
Banque Cantonale Vaudoise	3.5	3.6

NOTE 6**Valeur d'assurance incendie**

<i>En milliers de CHF</i>	2010	2009
Valaur d'assurance immobilière	32 273	32 273

NOTE 7**Engagements divers**

La société fait partie d'un groupe TVA et est par conséquent débitrice solidaire envers l'administration fédérale des contributions pour les dettes TVA des autres membres du Groupe.
La société a émis une garantie de euro 19.7 millions en faveur d'un

fournisseur d'équipements de production d'électricité afin de couvrir les paiements convenus contractuellement entre sa filiale Romande Energie Renouvelable SA et le fournisseur.

NOTE 8

Indemnités versées aux membres du conseil d'administration

En CHF		Indemnités	Charges sociales	Total reçu en 2010	Indemnités	Charges sociales	Total reçu en 2009
Mustaki Guy	Président du CA	102 400	8 192	110 592	95 200	7 616	102 816
Martz Wolfgang	Vice-président du CA	73 400	5 872	79 272	73 400	5 872	79 272
Budry Christian	Administrateur	48 000	3 840	51 840	43 800	3 504	47 304
Schmutz Daniel	Administrateur	43 200	3 456	46 656	39 000	3 120	42 120
Grobéty Bernard	Administrateur	53 400	4 272	57 672	45 834	3 667	49 501
Miauton Jean-Jacques	Administrateur	51 500	4 120	55 620	51 800	4 144	55 944
Lattion Antoine	Administrateur	66 600	5 328	71 928	69 000	5 520	74 520
Leonardi Giovanni	Administrateur	42 000		42 000	38 400		38 400
Pidoux Jean-Yves	Administrateur	52 800		52 800	55 000		55 000
Ballif Laurent	Administrateur	40 800		40 800	38 400		38 400
Ghillani Paola	Administratrice	43 200	3 456	46 656	23 550		23 550
Total		617 300	38 536	655 836	573 384	33 443	606 827

Ces indemnités prennent en compte les rémunérations versées par les autres sociétés du Groupe (>50%).

Les éventuelles transactions (énergie) avec les administrateurs étant réalisées au prix du marché, elles ne sont pas englobées dans la liste ci-dessus.

NOTE 9

Montants accordés aux membres de la direction

En CHF	Salaires fixes	Salaires variables	Rémunération totale	Frais de représentation	Charges sociales	Total
2010						
Rémunération globale	1 390 125	861 100	2 251 225	101 400	458 371	2 810 996
Rémunération la plus élevée :						
Urech Pierre-Alain, directeur général	372 909	303 000	675 909	18 000	134 345	828 254
2009						
Rémunération globale	1 270 341	731 336	2 001 677	96 400	438 618	2 536 695
Rémunération la plus élevée :						
Urech Pierre-Alain, directeur général	360 009	253 000	613 009	18 000	134 063	765 072

NOTE 10

Gestion des risques

Le Groupe gère ses risques au travers de comités de gestion de risques spécifiques, tels que ceux existant par exemple pour l'approvisionnement en électricité. Un « risk manager » coordonne les différents comités de gestion des risques ainsi que les processus relatifs à cette gestion. Le système de contrôle interne (SCI) est pleinement

documenté, adapté aux risques d'affaires et à l'étendue des activités.

Conforme aux attentes du législateur, il répond aussi à celles de la direction. Dès lors le management est en mesure de contrôler les processus les plus importants de l'entreprise et qui ont un impact significatif sur l'établissement des reporting financiers.

Proposition de répartition du bénéfice au bilan

au 31 décembre 2010

<i>En milliers de CHF</i>	31.12.10
Report de l'exercice précédent	381 681
Dividendes retenus sur actions propres (art. 659 CO)	1 253
Bénéfice net de l'exercice	128 041
Montant à disposition de l'assemblée générale	510 975
Dividende de CHF 25.- par action	28 500
Solde à reporter à nouveau	482 475
Total	510 975

Au nom du conseil d'administration

Le président, Guy Mustaki

Le secrétaire, Olivier Rapin



Ernst & Young SA
Place Chauderon 18
Case postale
CH-1002 Lausanne

Téléphone +41 58 286 51 11
Téléfax +41 58 286 51 01
www.ey.com/ch

A l'Assemblée générale de
Romande Energie Holding SA, Morges

Lausanne, le 25 mars 2011

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Romande Energie Holding SA, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe (pages 47 à 52) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

*Opinion d'audit*

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 ch. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Serge Clément
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Christelle Sierro Fardel
Experte-réviseur agréée

Liste des abréviations

EBIT	Bénéfice avant intérêts et impôts (Earnings before interest and taxes)
FGB	Société des Forces Motrices du Grand-St-Bernard SA
FMA	Forces Motrices de l'Avançon SA
FMHL	Forces motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)
IFRS	Normes Comptables Internationales (International Financial Reporting Standards)
NER	Nouvelles énergies renouvelables
RE	Romande Energie SA
REC	Romande Energie Commerce SA
RPC	Reprise à prix coûtant
SECVI	Société électrique de Champéry - Val-d'Ille SA
SEBV	Société Electrique du Bas-Valais SA (SEBV)
SEFA	Société Electrique des Forces de l'Aubonne SA
SEVM	Société électrique Vevey-Montreux SA

Groupe Romande Energie

Romande Energie SA

Rue de Lausanne 53

Case postale

CH-1110 Morges 1

T +41 21 802 91 11

F +41 21 802 95 95

www.romande-energie.ch



